



INDUSTRIE ET TERRITOIRES

**COMMENT GAGNER LA BATAILLE DE LA RÉINDUSTRIALISATION ?
REGARDS CROISÉS ENTRE TERRITOIRES, INDUSTRIELS ET SOCIÉTÉ CIVILE**

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

NOVEMBRE 2024



BPIFRANCE LE LAB

EN QUELQUES MOTS

Tout le monde doit en avoir conscience : les PME-ETI sont décisives pour l'économie française, en termes de croissance, d'emplois et d'ancrage local. Pour autant, confrontées à des défis spécifiques, celles-ci restent méconnues : il subsiste un déficit de savoirs sur nos PME-ETI qu'il est fondamental de combler.

Bpifrance Le Lab est le laboratoire d'idées des PME-ETI.

Sa mission : stimuler les dirigeants pour faire face aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Concrètement, **Bpifrance Le Lab** travaille à :

- Tirer les meilleures idées de la recherche et du terrain ;
- Valoriser les expériences et les témoignages de dirigeants ;
- Relier les dirigeants-lecteurs au sein d'une communauté de recherche participative.

Bpifrance Le Lab fait ainsi émerger des idées faites pour les PME-ETI.

Son ambition : des dirigeants épanouis, pour des entreprises qui vont bien.

Retrouvez-nous sur lelab.bpifrance.fr

0

INTRODUCTION

DE LA PUBLICATION NATIONALE AUX
DÉCLINAISONS RÉGIONALES

LA RÉINDUSTRIALISATION EST UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ NATIONALE, ET SE JOUE À L'ÉCHELLE LOCALE

En mai 2024, Bpifrance Le Lab a publié une étude inédite sur la réindustrialisation. Cette étude combine des projections économiques permettant de quantifier sous différents angles l'ambition de réindustrialisation de la France, des perceptions croisées d'industriels et de citoyens, une cartographie du potentiel industriel des territoires et une analyse des stratégies de croissance des industriels. En voici les enseignements principaux :

La réindustrialisation est un défi considérable. A horizon 2035, il faut retrouver une balance commerciale à l'équilibre, ce qui implique dans le secteur de l'industrie manufacturière 233Mds€ de valeur ajoutée supplémentaire en tenant compte de l'inflation (soit une hausse de 5,3 % en valeur par an), la création de 600 000 à 800 000 emplois (soit 50 000 à 67 000 emplois par an entre 2023 et 2035, ce qui représente le double des créations observées entre 2021 et 2023), et un passage de 9,7 % à 12 % de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB.

Si cette marche est haute, elle reste atteignable. Le tissu industriel existant (avec des prévisions de croissance moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 4 % par an) représenterait 2/3 de la marche à franchir, le 1/3 restant correspondrait à des créations d'entreprises, françaises ou étrangères, sur le territoire français.

L'ambition de réindustrialisation bénéficie du soutien de la population. Les Français s'y disent à 82 % favorables, et 83 % estiment que l'industrie est « une fierté pour les territoires ».

Tous les territoires français ont le potentiel d'accueillir le renouveau industriel. Toutefois ceux-ci verront certainement des formes différentes de réindustrialisation se développer sur leurs sols. L'attractivité de chaque territoire est ainsi façonnée par de multiples facteurs incluant ses atouts géophysiques, sa culture et son histoire industrielle.

LE CHOIX DE L'ÉCHELLE RÉGIONALE

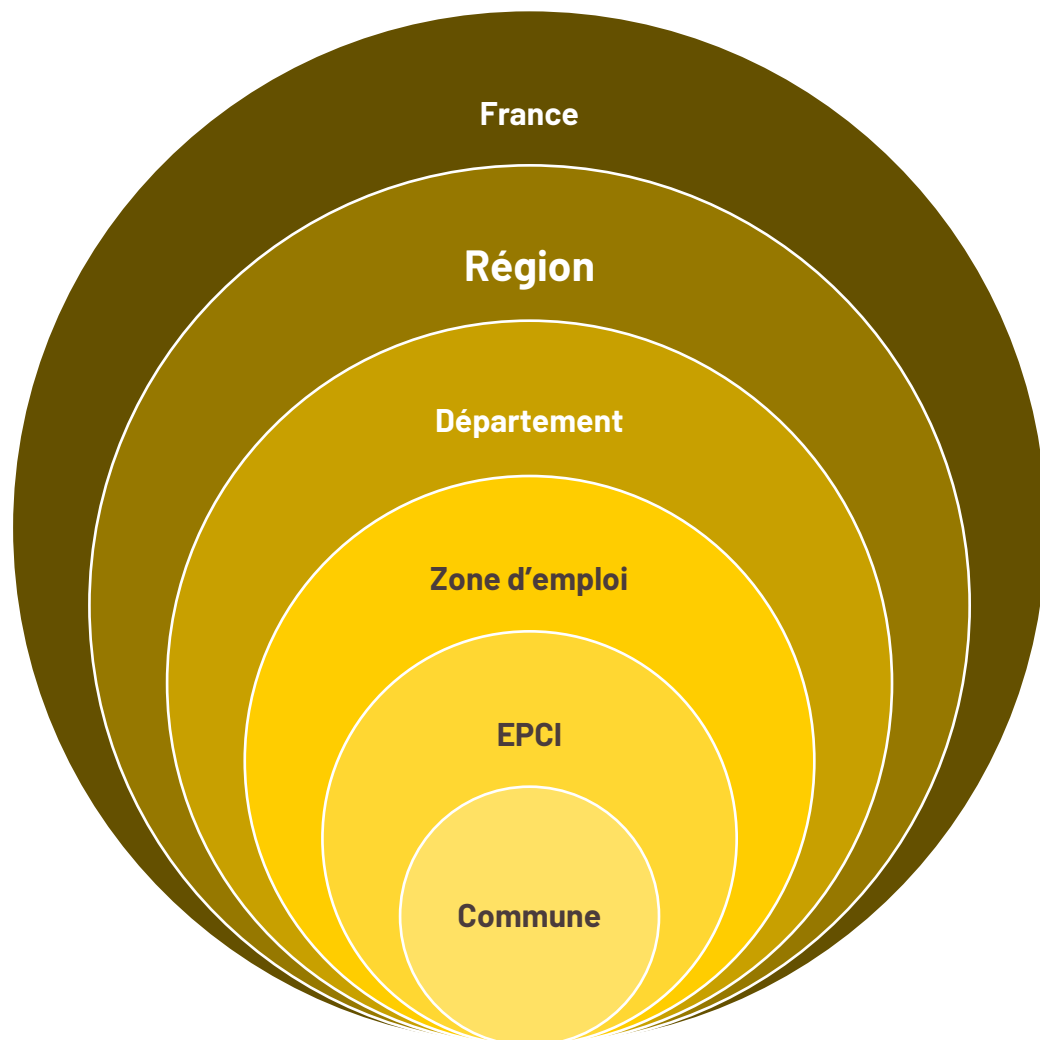
Pour offrir une analyse plus détaillée et pertinente aux dirigeants de PME-ETI, cible principale de Bpifrance Le Lab, ainsi qu'aux acteurs publics, deux prismes d'analyse complémentaires de l'industrie émergent : le **secteur d'activités** et la **géographie**.

Notre étude fait le choix d'adopter le prisme géographique comme angle principal. Nous optons pour une analyse qui reconnaît un caractère unique à chaque territoire, et qui met en lumière les spécificités qui confèrent à chaque lieu son dynamisme industriel propre. Au cœur de cette dynamique se trouvent les dirigeants de PME et d'ETI, ancrés dans le territoire, et pleinement engagés dans l'économie locale.

L'approche sectorielle bien qu'éminemment intéressante est plus largement traitée notamment à travers son incarnation au niveau des politiques publiques dans les Comités Stratégiques de Filières (CSF). Cette approche s'intéresse aux chaînes de valeur – de la conception à la distribution – et permet une compréhension des relations et synergies entre les différents acteurs de cette chaîne. Elle met également au jour les dynamiques de pouvoir existantes : les grandes entreprises dominant en tant que donneurs d'ordre, tandis que les sous-traitants, souvent de plus petite envergure, se trouvent dans une position de dépendance économique qui limite leur influence. Cet angle d'analyse est considéré dans l'étude mais de manière secondaire.

« C'est dans le tissu dense et informel des territoires que se construisent et se reproduisent « les sucres lents de la compétitivité », les ressources de longue durée comme les compétences et les réseaux relationnels qui permettent d'affronter des environnements changeants.»*

*Pierre Veltz dans la Préface de « Refaire l'industrie un projet de territoire » par Caroline Granier de la Fabrique de l'industrie



LES RÉGIONS : DES TERRITOIRES D'ENVERGURE QUI OCCUPENT UNE PLACE CLÉ DANS LA RÉINDUSTRIALISATION

Les régions sont de grands espaces géographiques. Ce sont aussi des acteurs du développement économique de leur territoire et elles ont chacune développé une stratégie de réindustrialisation. Au niveau national, le contexte de crises sanitaires et géopolitiques a dynamisé le soutien à la revitalisation du secteur industriel, notamment à travers le plan « France 2030 ». L'importance de l'échelle locale des actions s'illustre par exemple avec le programme Territoires d'Industrie, visant à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie, qui a été lancé en 2018 puis renouvelé en 2023. En parallèle de cette initiative centralisée, les régions se sont naturellement approprié cet enjeu, depuis plus ou moins longtemps, en résistant à la tendance de désindustrialisation ou en saisissant les opportunités de renouveau industriel. Ces efforts sont visibles, par exemple, dans les sections dédiées à l'industrie des SRDEII*, les plans stratégiques des régions. Cette échelle plus fine des régions, grands territoires avec des visions plurielles, vient donc composer de manière complémentaire avec l'ambition de l'Etat, autour de l'objectif commun de soutenir les territoires dans leurs stratégies de développement industriel.

Notre étude analyse en détails l'échelle territoriale de la réindustrialisation de la France en se posant les questions suivantes :

Comment les régions portent-elles l'ambition nationale de réindustrialisation ?

Quels sont les équilibres établis entre l'approche nationale et les initiatives régionales pour mener à bien la réindustrialisation ?

Quel est le récit de chaque région sur la réindustrialisation ? Qu'est-ce que les régions peuvent offrir sur la réindustrialisation compte tenu de leur histoire, de leur potentiel, de leur stratégie ?

*Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation

COMMENT LIRE CETTE ÉTUDE ?

- 1. La première partie examine des indicateurs économiques et ce qu'ils laissent voir de la réindustrialisation au niveau de la région analysée.** Elle considère plusieurs indicateurs mesurant la valeur ajoutée, l'emploi, et enfin, les créations et stocks d'établissements dans l'industrie manufacturière. Certains sont comparables année par année, permettant de dresser des tendances au fil du temps, d'autres nous donnent la décomposition par secteur, permettant de voir les spécialisations de la région.
- 2. La deuxième partie s'intéresse au potentiel de développement industriel des territoires de la région,** et tente de répondre à trois interrogations : comment la région se positionne par rapport au niveau national ? Est-ce qu'il y a des disparités fortes entre les zones de la région ? Quelles zones d'emploi au sein de la région se démarquent particulièrement ?
- 3. La troisième partie est un regard croisé entre industriels et citoyens.** Quelles perceptions ont-ils de l'industrie, et de la réindustrialisation ? Quel est leur niveau d'acceptabilité de l'industrie au niveau local ? Quel est leur degré d'appétence pour travailler dans l'industrie ? Nous mobilisons ici des données de l'enquête auprès des industriels (2828 répondants) et auprès des Français (5000 répondants au niveau national, 4400 répondants sur des zones d'emploi spécifiques).
- 4. La quatrième partie s'appuie sur l'enquête auprès des dirigeants et analyse les projets des industriels et la façon dont ils s'incarnent dans les territoires.** Comment se traduit leur stratégie de croissance au niveau de leurs implantations ? Quels sont leurs besoins fonciers et leurs freins rencontrés au niveau local ?
- 5. La cinquième partie donne la parole à la région et met en avant la stratégie industrielle régionale.** Un acteur emblématique du Conseil Régional parle de la stratégie industrielle régionale et explique comment il/elle lit les données présentées dans l'étude.

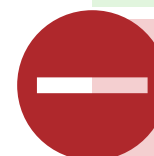
A QUI S'ADRESSE CETTE ÉTUDE ?

- Aux dirigeants industriels, décideurs institutionnels, collectivités locales, et aux porteurs de projets industriels en région souhaitant par exemple connaître le niveau d'acceptabilité sociale de différents projets industriels au niveau local ou les priorités exprimées par les industriels dans la région.



CE QU'EST CE TRAVAIL

- Un angle de compréhension de l'industrie dans la région à travers des données brutes
- Une clé d'analyse pour comprendre comment la réindustrialisation se perçoit dans la région et comment cette vision locale diffère de la moyenne nationale, à travers des enquêtes d'opinion auprès des habitants et des industriels de toute la France métropolitaine
- Un focus sur la perception des habitants de zones d'emploi spécifiques



CE QU'IL N'EST PAS

- Une comparaison entre régions
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des départements
- Une déclinaison de l'étude nationale au niveau des EPCI ou des communes

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE (2/2)



Un cadrage macroéconomique

Pour comprendre la hauteur de la marche à franchir dans des mesures économiques : Valeur Ajoutée, emplois, créations d'établissements

Sources: l'Insee, la Direction Générale des Entreprises (DGE), EY et l'Observatoire des Start-Up Industrielles

Périmètre : la France métropolitaine, hors DROM



Une cartographie du potentiel industriel des territoires

Un travail en chambre, challengé par des experts et des industriels, pour mesurer - à partir d'une trentaine d'indicateurs - le potentiel de développement industriel des territoires et sa cartographie par zones d'emploi françaises



200+ personnes interviewées

Entretiens réalisés auprès de dirigeants industriels, d'acteurs locaux et d'élus, de chercheurs, d'acteurs de la formation et d'experts de l'industrie



4 journées exploratoires

Rencontres dans 4 territoires choisis pour leurs caractéristiques industrielles, rassemblant représentants de l'Etat, des Régions, des EPCI, et des industriels, : Figeac le 23 février 2024, Valenciennes le 18 mars, Châteauroux le 27 mars et Besançon le 5 avril. Pour ces rencontres, nous avons été accompagnés par les cabinets Ernst&Young, et Compagnum



Une enquête auprès de 2 828 industriels

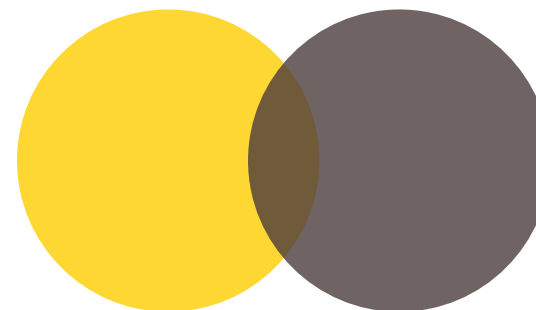
Réalisée du 15 janvier au 22 mars 2024. Nous avons interrogé 30 000 unités légales (en excluant les entreprises ayant moins de 10 salariés), ce sont donc les directeurs de site qui nous ont répondu



Une enquête auprès de 5 000 Français

Réalisée du 14 décembre 2023 au 13 février 2024. L'échantillon est représentatif selon le genre, l'âge, la CSP et la région. Il est complété par des sur-échantillons sur 49 zones d'emploi spécifiques sur les 306 au total en France métropolitaine (à proximité de sites SEVESO par exemple), représentant 4 400 répondants supplémentaires. Cette enquête a été réalisée par Potloc (institut de sondage).

- CSP : Catégorie socioprofessionnelle
- EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale
- ETI : Entreprises de Taille Intermédiaire
- GE : Grandes Entreprises
- Ha : Hectare
- IDE : Investissement direct à l'étranger
- PME : Petites et Moyennes Entreprises
- SATT : Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies
- SRDEII : Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation
- SUI : Startup Industrielle
- TI : Territoires d'Industrie
- VA : Valeur Ajoutée
- ZAN : Zéro artificialisation nette
- ZE : Zone d'emplois



L'HISTOIRE INDUSTRIELLE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EN QUELQUES DATES CLÉS

Construction du site industriel automobile de Poissy

Ce site industriel spécialisé dans l'assemblage terminal automobile connut différents propriétaires : Ford en 1938, Fiat en 1954, Chrysler en 1970, et enfin, Peugeot en 1978, qui deviendra PSA puis Stellantis avec diverses fusions avec des confrères du secteur.

Safran naît de la fusion de Snecma et Sagem à Paris

Si cette union entre un fabricant de moteurs d'aviation et de pièces électroniques semblait étrange, l'ambition des dirigeants de Safran s'inspirait du modèle diversifié de Bouygues (qui était positionné à la fois sur le BTP et la télévision). Pour l'Etat, actionnaire majoritaire de Snecma, l'objectif était de sécuriser et regrouper les activités de défense. Safran compte aujourd'hui une trentaine d'implantations en Île de France.

Corwave s'implante à Clichy

Le fabricant de pompes cardiaques s'installe dans la ville de Clichy, pour être au plus près des services et loisirs pour le bien-être de ses salariés. Gardant la mémoire d'une Île de France Industrielle, la medtech a pris cette décision pour attirer les meilleurs talents en France et à l'international.

1930

Création des usines Renault à Boulogne-Billancourt

L'entreprise fondée par Louis Renault en 1898 a connu un développement très rapide. Le site, situé sur l'île de Seguin, était à l'époque un des plus grands sites industriels de France, pour atteindre 100 Ha en 1939, et était pensé pour centraliser la production de Renault sur une seule et grande usine, ce qui était innovant pour l'époque. Cette usine a eu un impact significatif sur Boulogne-Billancourt, en attirant des ouvriers de toute la France et a contribué à la croissance de la banlieue parisienne. L'usine a fermé en 1992 dans le cadre de la modernisation et la reconversion du tissu industriel francilien. L'île Seguin a depuis fait l'objet de projets de réaménagement urbain.

1938

1963

Ouverture de l'usine elm.leblanc à Drancy

Fondée en 1932 par Marcel Leblanc, l'entreprise produit des chauffe-eaux instantanés à gaz. En 1963, la production passe du stade artisanal à l'industrialisation, avec la construction de la première usine. En 1996, elm.leblanc intègre la Division Thermotechnique du Groupe Bosch, leader européen des systèmes de chauffage et de production d'eau chaude. Aujourd'hui, la digitalisation est au cœur de la modernisation de l'outil industriel.

1992

2019

Exotrail inaugure son nouveau site à Massy

La start-up deeptech, originaire de Toulouse et fabricant des moteurs pour petits satellites, implante en 2019 un nouveau site à Massy pour créer de nouvelles lignes de production

2023

LA RÉINDUSTRIALISATION, VUE PAR BPIFRANCE EN ÎLE-DE-FRANCE

Notre rôle en région est de déployer le continuum de solutions de Bpifrance sur le secteur de l'industrie, notamment, pour soutenir l'accroissement et la modernisation des capacités industrielles dans un modèle plus durable.

Le plan Industrie de Bpifrance est construit autour de 4 axes :

- Soutenir les grandes cathédrales industrielles, et faire émerger les champions internationaux de demain.
- Préparer l'industrie de demain en accompagnant le passage à l'échelle des startups industrielles, en rapprochant les laboratoires et les chercheurs des entrepreneurs, en finançant les programmes d'innovation mais également les sites industriels qui en découlent.
- Accompagner tous les industriels déjà existants dans leurs programmes de développement pour être plus verts, plus compétitifs et les pousser à être plus présents à l'international.
- Rendre plus visible l'industrie grâce à la mise en avant des industriels via la French Fab et le French Fab Tour.

Pour ce faire, nous proposons des modules de conseils et des diagnostics spécifiquement conçus pour le secteur industriel, permettant aux entreprises de bénéficier d'un accompagnement sur des thématiques telles que l'excellence opérationnelle, l'industrie 4.0, la digitalisation, la cybersécurité ou encore la décarbonation.

Nous finançons des programmes d'innovation, d'investissement ou de création de site industriel avec des outils de financement patients (bénéficiant de différé d'amortissement) qui viennent en levier des banquiers et des investisseurs. Nous nous inscrivons dans les plans de financement en tant que financeur aux côtés des banques du pool de l'entreprise et nous pouvons, pour les PME, garantir les prêts bancaires, permettant de limiter le risque final pour les banques.

Nous accompagnons les entreprises industrielles pour les aider à exporter en limitant les risques de change ou de prospection.

L'ensemble des dispositifs de Bpifrance s'inscrit dans une offre plus globale, dans un collectif en région pour proposer des solutions complémentaires aux différents acteurs institutionnels.



Fabien Frigosi
Directeur Régional
Bpifrance Paris



Nicolas Maurin
Directeur Régional
Bpifrance Île-de-France Ouest



Jallil Yaker
Directeur Régional
Bpifrance Île-de-France Est

#1

La région occupe une place importante dans l'industrie française

L'Île-de-France, c'est 17 % de la Valeur Ajoutée industrielle totale de la France en 2021. Au sein de la région, l'industrie manufacturière représente 5,5 % de l'économie totale. L'agroalimentaire et la métallurgie concentrent à eux deux la majorité des établissements industriels de la région. Depuis 2015, la région connaît une baisse des emplois industriels (-3,4% jusqu'en 2022).

#2

Au sein de la région, chaque bassin d'emploi a des atouts pour accueillir la future vague de l'industrie

Au sein de la région, tandis que certains bassins d'emploi se démarquent par de larges disponibilités foncières et d'infrastructures adaptées (Evry, Paris), d'autres brillent par un écosystème industriel bien implanté (Seine-Yvelinoise, Saclay), une réserve de talents industriels (Roissy, Marne-la-Vallée), une qualité de vie attractive (Roissy, Versailles-Saint-Quentin) ou encore, un degré d'exposition moindre aux aléas climatiques (Etampes, Provins).

#3

49 % des industriels interrogés dans la région ont un projet d'implantation en France dans les prochaines années

L'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024, estime que la réindustrialisation se fera principalement par le développement du tissu industriel existant. Dans ce cadre, les industriels de la région misent principalement sur des projets d'extension de leurs usines, et qui requièrent du petit foncier, soit moins de 2 Hectares par projet.

#4

67 % des habitants de la région sont favorables à l'idée de travailler dans l'industrie

Selon les projections de l'étude nationale « *Industrie et Territoires* » de Bpifrance Le Lab, la réindustrialisation devrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois par an dans l'industrie d'ici à 2035. Les talents sont ainsi une des conditions clés de la réussite. Allant dans ce sens, 67 % des habitants de la région déclarent être prêts à accepter un nouvel emploi dans l'industrie s'ils étaient en recherche.

L'INDUSTRIE EN RÉGION ÎLE-DE-FRANCE EN BREF



17 %

DE LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE TOTALE DE LA FRANCE EN 2021



AGROALIMENTAIRE, MÉTALLURGIE

DEUX SECTEURS QUI CONCENTRENT UNE GRANDE PARTIE DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION



-3 %

D'EMPLOIS INDUSTRIELS ENTRE 2015 ET 2022



9

OUVERTURES NETTES DE SITES INDUSTRIELS EN 2023



25 %

DES IDE ACCUEILLIS PAR LA FRANCE EN 2023



28 %

DES SIÈGES DE START-UP INDUSTRIELLES EN 2023

LES ATOUTS DE LA RÉGION :



Une grande présence d'infrastructures logistiques



Un large nombre de diplômés dans les filières industrielles



Une région attractive, proposant une bonne qualité de vie



Un nombre important de petites zones foncières

LES VISIONS DES INDUSTRIELS ET HABITANTS DE LA RÉGION :



Des industriels attachés à leur territoire, portés vers de petites implantations d'usines, et surtout concernés par les enjeux du recrutement, du foncier, et du manque d'infrastructures adaptées



Des habitants qui perçoivent la réindustrialisation en cours, enclins à accepter un emploi dans l'industrie, et plus enclins à accepter près de chez eux l'ouverture d'usines de la pharmacie/santé, électrique et électronique, et textile/mode

SOMMAIRE

- 1. QUEL PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?**
- 2. QUEL EST LE POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS LA RÉGION?**
- 3. COMMENT LES FRANÇAIS ET LES INDUSTRIELS VOIENT LA RÉINDUSTRIALISATION ?**
- 4. QUELLES STRATÉGIES POUR LES INDUSTRIELS DANS LA RÉGION?**
- 5. LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION**



LE PORTRAIT DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION

QUE DISENT LES DONNÉES ÉCONOMIQUES SUR L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ?

POURQUOI ANALYSER LES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION ?

- Cette section offre une grille de lecture pour se saisir de l'ampleur et de la dynamique de l'industrie au niveau territorial. Cette analyse économique, à l'échelle de la région, autour d'indicateurs de valeur ajoutée, emplois, stocks et création d'établissements permet de déceler les spécificités industrielles régionales qui peuvent se dissimuler derrière les moyennes nationales.
- Au travers de ces indicateurs, nous apportons des éléments sur les questions suivantes : quelles sont les tendances au sein des régions ? Les régions suivent-elles les mêmes tendances que le niveau national ? Quel est le poids de l'industrie dans l'économie totale ? Quelles sont les spécialisations sectorielles des régions ?

L'INDUSTRIE DANS L'ÎLE-DE-FRANCE, SELON LES DONNÉES ÉCONOMIQUES

- L'étude analyse des séries temporelles avec comme point de départ l'année 1995*, date souvent retenue comme marquant le début de la désindustrialisation en France. L'année 2015 quant à elle signale le regain d'intérêt national pour l'industrie et le début de la période de réindustrialisation.
- Ainsi, depuis 1995 l'évolution des différents indicateurs économiques en Île-de-France reflète souvent une inflexion autour de l'année 2015.
 - Le poids en valeur ajoutée de l'industrie manufacturière dans l'économie de l'Île-de-France est passé entre 1995 et 2010 de 10,9 % à 6,9 % avant de se stabiliser.
 - Après des années de déclin, le nombre d'emplois industriels s'est stabilisé à partir de 2015 autour de 340 000 emplois.
- Le poids des créations d'établissements industriels dans l'économie totale (4 %) reflète la place moindre que l'industrie manufacturière occupe au sein de l'économie régionale. Paradoxalement, la région représente 27 % des créations d'établissements industriels à l'échelle de la France. Ceci est le reflet du poids économique total considérable de la région Île de France.
- En Île-de-France, l'étude des établissements permet de dégager la spécialisation sectorielle régionale. Les établissements industriels avec plus de 10 salariés sont principalement concentrés dans deux secteurs : l'agroalimentaire et la métallurgie.

**Lorsque la donnée est disponible sur cette période, pour les créations d'établissements un changement de base de l'INSEE ne permet pas la comparaison des données pré-2013 avec les données post-2013)*

PÉRIMÈTRE : LORSQU'ON PARLE D'INDUSTRIE, À QUOI SE RÉFÈRE-T-ON ?

Dans les modélisations économiques qui suivent, il est question de **l'industrie manufacturière**.

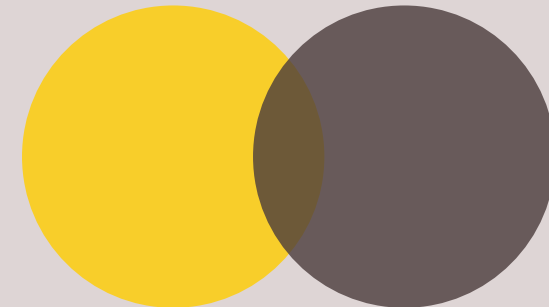
Il s'agit de toutes les activités liées à la transformation de matières premières en biens de consommation, incluant la conception et la production de ces biens. Il s'agit du périmètre économique retenu par RTE (Réseau de Transport d'Electricité) dans ses scénarios prospectifs* et par le Gouvernement dans ses objectifs de réindustrialisation.

Cela exclut :

- **Les industries extractives** : peu dimensionnantes (0,9 % de la valeur ajoutée totale de l'industrie en 2022), et bien que stratégiques pour ce qui est des matériaux critiques, elles ne peuvent être au cœur de la réindustrialisation, du fait des contraintes de ressources minières en France. Le sujet est plutôt, lorsque les minerais sont absents du territoire national ou inexploitable, d'en sécuriser l'approvisionnement par des importations.
- **Les industries énergétiques** : les besoins en énergie sont principalement déterminés par l'industrie manufacturière et résultent des hypothèses économiques de réindustrialisation. Ils font l'objet de travaux ad hoc de RTE, pour une sécurisation de l'approvisionnement énergétique (volume à produire au maximum en France ou à importer). A titre indicatif, les industries énergétiques représentent près de 13 % de la valeur ajoutée de l'industrie en 2022)
- **La gestion de l'eau et le traitement des déchets**

Pour une liste exhaustive des secteurs concernés, se référer aux catégories [Insee](#) de l'industrie manufacturière.

* RTE, [Futurs Énergétiques 2050](#), 2021



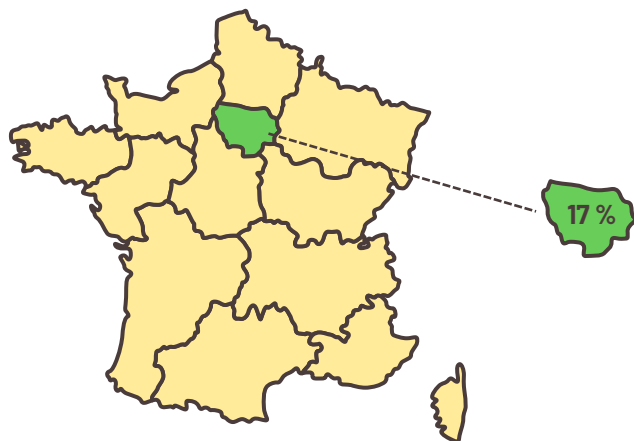
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

UNE APPROCHE PAR LA VALEUR AJOUTÉE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE CONTRIBUE À HAUTEUR DE 17 % À LA VALEUR AJOUTÉE INDUSTRIELLE* DE LA FRANCE

- L'Île-de-France représente 17 % de la valeur ajoutée industrielle totale de la France en 2021.
- La région Île-de-France, par son poids dans le tissu industriel français, a un rôle important à jouer vis-à-vis de l'ambition nationale de réindustrialisation. L'objectif de réindustrialisation à horizon 2035 décrit par l'étude nationale suppose une augmentation de la valeur ajoutée de l'industrie de 5,3 % par an à prix courant à l'échelle du pays.

Graphique 1. Valeur ajoutée : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021

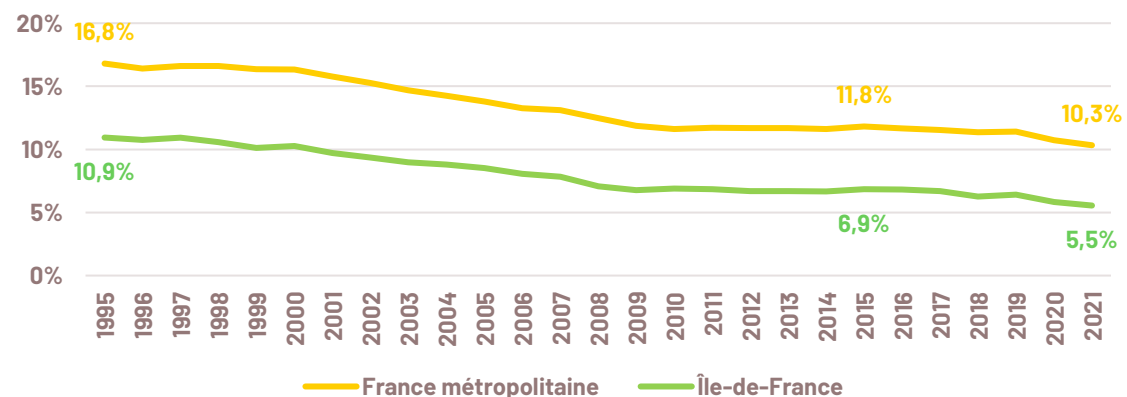


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee
*Industrie manufacturière

MALGRÉ UNE BAISSÉ SIMILAIRE À CELLE OBSERVÉE À TRAVERS LE PAYS, L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE RESTE ESSENTIELLE POUR LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

- Le poids de l'industrie manufacturière dans l'économie de la région Île-de-France a significativement baissé, comme au niveau national, entre 1995 et 2010. Cette baisse s'est ralentie depuis 2010 et l'indicateur s'est stabilisé à partir de 2015. A noter, la baisse observée en 2020-2021 peut être largement attribuée à la crise du COVID.
- L'augmentation de la part des services dans l'économie, aussi bien régionale que nationale, a également contribué à cet allègement du poids de l'industrie.

Graphique 2. Valeur ajoutée : Evolution du poids de l'industrie manufacturière dans l'économie totale (en %)



*L'étude nationale Bpifrance - Le Lab fait état d'une part de l'industrie manufacturière dans le PIB de 9,7 % en 2023. Pour une granularité régionale et sectorielle pertinente, nous avons pu accéder aux données de VA jusqu'à 2021. Pour rappel, le PIB est la somme des VA, augmentée des impôts sur les produits (dont TVA) et diminuée des subventions sur les produits.

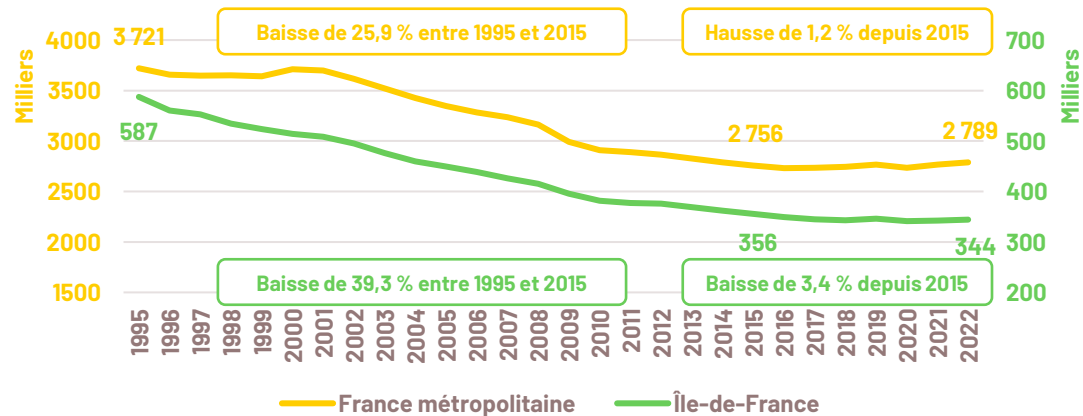
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES EMPLOIS INDUSTRIELS MANUFACTURIERS

EN ABSOLU, LE REBOND RÉCENT ET LÉGER DE L'EMPLOI INDUSTRIEL AU NIVEAU NATIONAL EST ÉGALEMENT PRÉSENT AU NIVEAU RÉGIONAL

- L'étude nationale a établi que pour accomplir l'objectif de réindustrialisation, il faudrait créer entre 50 000 et 67 000 emplois industriels supplémentaires par an entre 2023 et 2035.
- Cependant ces créations d'emplois varieront selon les secteurs, du fait de différences structurelles en gains de productivité. Les spécialisations sectorielles de chaque région joueront dès lors un rôle important dans les magnitudes de créations d'emplois industriels lié à la réindustrialisation.
- L'emploi dans l'industrie manufacturière en région Île-de-France a connu un déclin nettement plus prononcé que celui ressenti au niveau national avant de se stabiliser autour de 2015. On observe en Île-de-France le léger rebond perceptible également au niveau national depuis 2021.

Graphique 3. Emplois : Evolution du nombre d'emplois industriels*

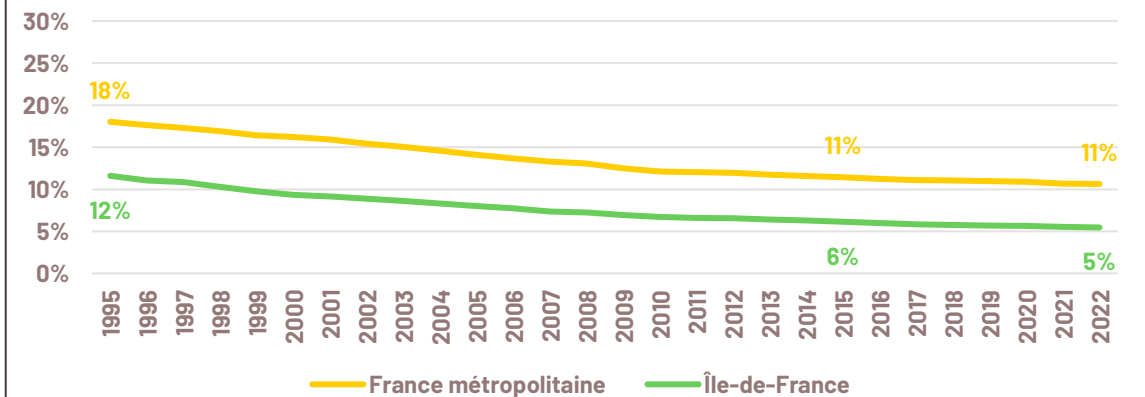


Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

EN RELATIF, L'EMPLOI INDUSTRIEL A VU SA PART BAISSER TANT AU NIVEAU NATIONAL QU'AU NIVEAU RÉGIONAL

- La part des emplois industriels dans l'emploi total est en baisse depuis 1995. Mais on observe également sur cet indicateur une stabilisation autour des années 2015-2016.
- L'ampleur de la baisse observée depuis 1995 peut être nuancée en considérant le phénomène de réorganisation interne des entreprises et d'externalisation d'une partie des fonctions (comptabilité, informatique, logistique, etc.) vers des prestataires de services qui a conduit à un transfert d'emplois de l'industrie vers le tertiaire.

Graphique 4. Emplois : Evolution du poids des emplois industriels* dans l'emploi total



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, emploi salarié
 *Industrie manufacturière

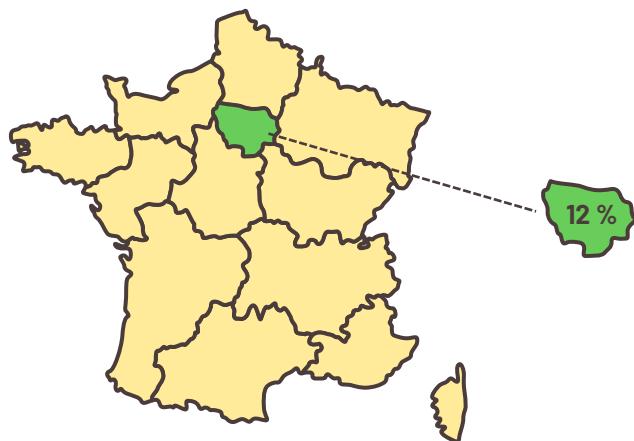
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

UNE APPROCHE PAR LE STOCK D'ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

L'AGROALIMENTAIRE, LA MÉTALLURGIE ET LA PLASTURGIE REPRÉSENTENT PRÈS DE LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE EN ÎLE-DE-FRANCE

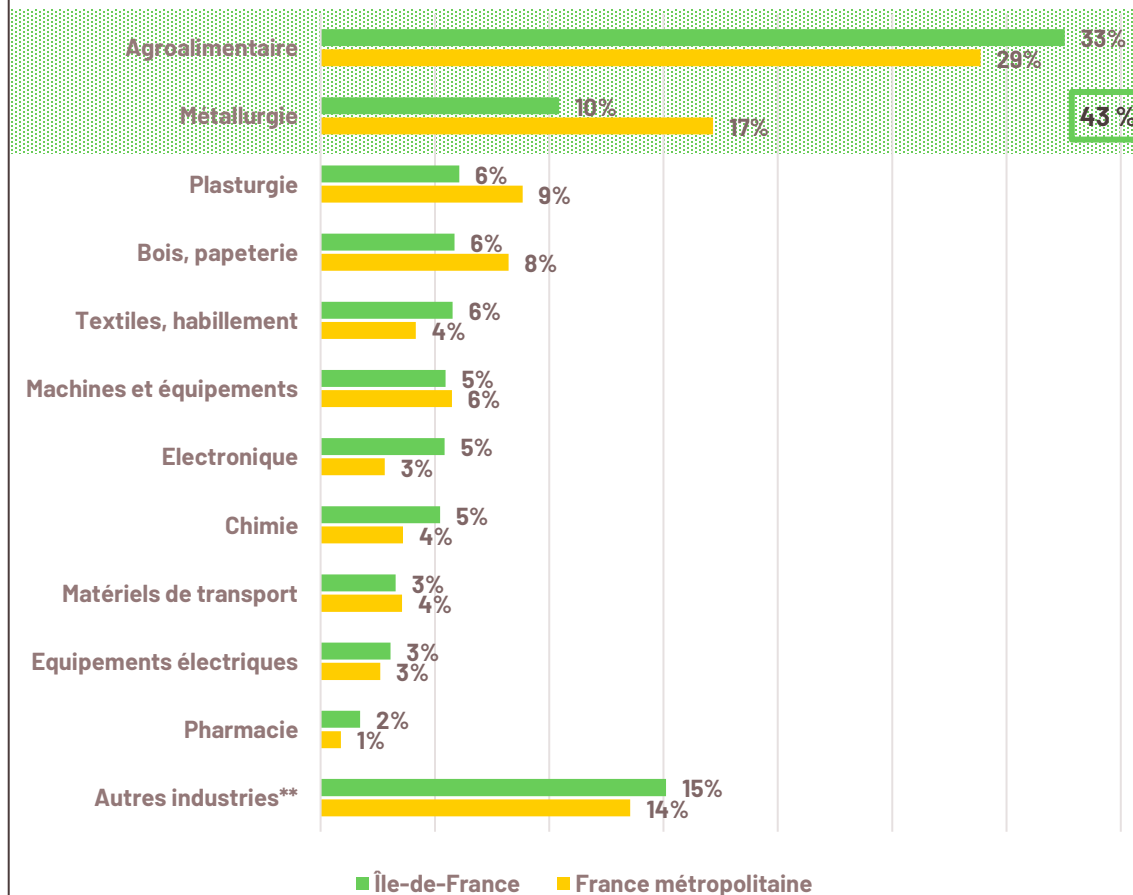
- Dans la région, **les secteurs de l'agroalimentaire (33 %) et de la métallurgie (10 %)** concentrent la majorité des établissements industriels de +10 salariés.
- Bien que la surface de la région soit à 47 % occupée par des exploitations agricoles, les industries agroalimentaires franciliennes sont peu connectées avec cette production locale et plutôt organisées mondialement. Le tissu productif est composé de grands groupes internationaux aussi bien que de startups, TPE et PME. Des sites de Findus (poissons) et des Grands Moulins de Paris (boulangerie, pâtisserie) y sont par exemple présents.
- La région a une riche histoire dans la métallurgie, stimulée notamment par l'automobile et l'aéronautique. Aujourd'hui encore, des entreprises comme ALPA à Porcheville (aciérie) et Galvanoplast à Villeneuve-la-Garenne (traitement des surfaces métalliques) font rayonner le secteur métallurgique de la région.

Graphique 5 – Nombre d'établissements : Poids de la région dans l'industrie manufacturière française (en %) en 2021



*Le champ d'analyse se base sur les 13 régions de France métropolitaine, hors DROM

Graphique 6. Répartition sectorielle des établissements* de l'industrie manufacturière en 2021 (en %)



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores
*à partir de 10 salariés

** Autres industries comprend « Cokéfaction et raffinage » et « Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »

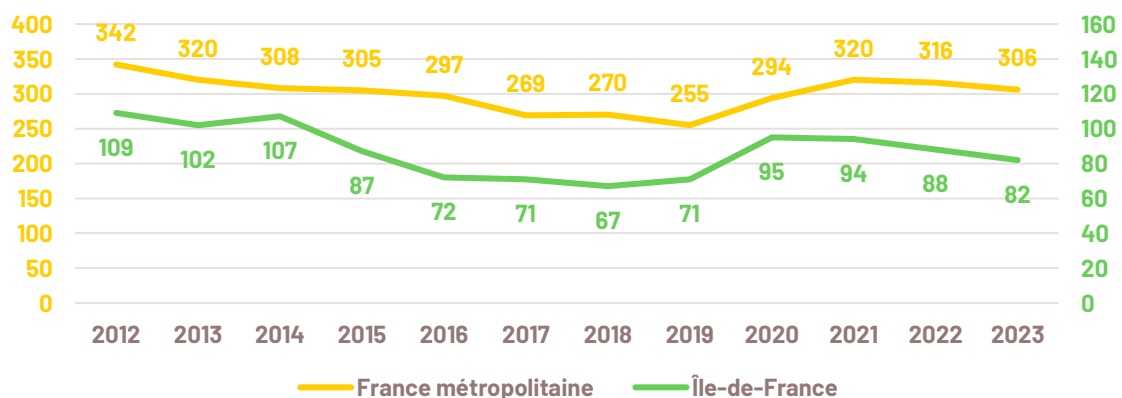
PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

UNE APPROCHE PAR L'ÉVOLUTION DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

UNE HAUSSE DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS*

- Pour cet indicateur, nous nous penchons sur les créations d'établissements dans l'industrie manufacturière avec plus de 10 salariés. Avec ce seuil, nous cherchons à centrer notre recensement sur les usines et centres de R&D d'entreprises industrielles, ce qui passe par l'exclusion des activités artisanales (par exemple, les boulangeries) qui ne s'inscrivent pas dans le périmètre de la réindustrialisation.
- La période d'inflexion observée en 2017-2019 au niveau national coïncide avec l'impulsion donnée par les programmes de l'Etat et un écho médiatique autour de la réindustrialisation.
- En région Île-de-France, le nombre de créations d'établissements industriels de plus de 10 salariés a connu une forte augmentation entre 2019 et 2020 et connaît une baisse depuis.
- En 2023, plus d'un quart des créations d'établissements dans l'industrie manufacturière en France se font en région Île-de-France.

Graphique 7. Nouveaux établissements : Dynamique des créations dans l'industrie*



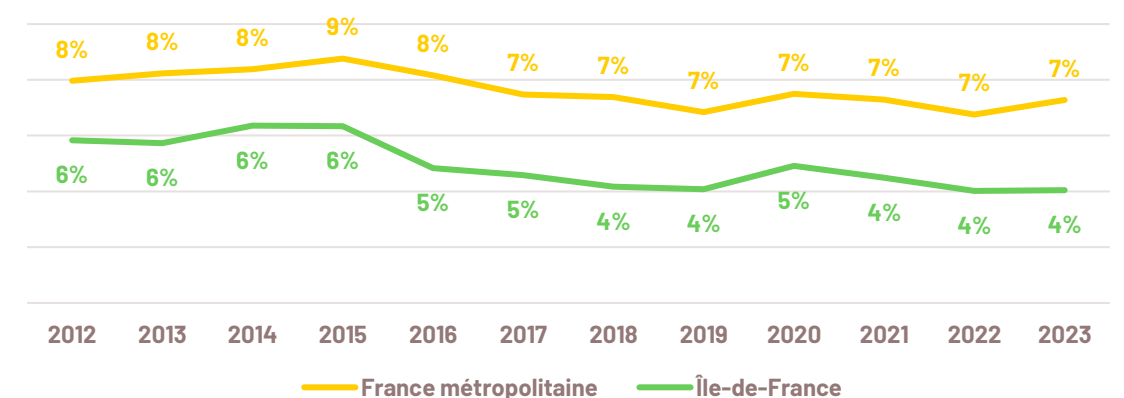
Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE (la base SIDE ne contient pas de données antérieures à 2013 et la base précédemment en vigueur, REE, n'est pas comparable)

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

DANS LA RÉGION, UNE PETITE PART DES CRÉATIONS D'ÉTABLISSEMENTS SE FAIT DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

- Comme perçu à travers les autres indicateurs, l'industrie occupe une place moindre relativement aux autres secteurs (services, agriculture, ...) de la région.
- On observe un poids déclinant de l'industrie dans l'économie de la région.

Graphique 8. Nouveaux établissements : Evolution du poids de l'industrie* dans l'économie totale



Source : Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base SIDE

*Ici, le champ d'analyse est l'industrie manufacturière, et inclut les établissements de plus de 10 salariés

PORTRAIT ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

OUVERTURES DE SITES, IDE, PRÉSENCE DE START-UP INDUSTRIELLES, ETI : UNE RÉGION ATTRACTIVE

9 ouvertures nettes de sites industriels en 2023

(Baromètre industriel de l'Etat, DGE)

Ouvertures:

- **CorWave** dans la santé (pompes cardiaques) à Clichy
- **Yposkesi** dans la santé (médicaments de thérapies géniques et cellulaires) à Evry-Courcouronnes
- **C12 Quantum Electronics** dans la production de puces quantiques à Paris

Fermetures:

- **Alès Groupe** dans la cosmétique à Bezons
- **Aptar** dans les emballages en plastique à Meaux

Avec 300 IDE, l'Île-de-France capte 25 % des IDE accueillis par la France en 2023

A l'échelle de la France, ce sont 44 % des IDE annoncés qui concernent implantations ou extensions d'usines.

(Baromètre EY de l'Attractivité de la France)

 **Quantoom Biosciences**

dans les vaccins à Evry



Coca-Cola à Grigny

706 sièges de start-up industrielles en 2023, soit 28 % des sièges des 2 523 start-up industrielles françaises.

(Observatoire des startups industrielles, Bpifrance)

 **Umiami** dans la viande alternative à Villebon-sur-Yvette

 **Flying Whales** dans les ballons dirigeables à Suresnes

 **Calyxia** dans les microcapsules intelligentes à Bonneuil-sur-Marne

 **Exotrail** dans les propulseurs pour petits satellites à Massy

 **Ynsect** dans la production de farine et d'huile d'insectes à Évry

Parmi les établissements de l'industrie manufacturière dans la région, 5 % ont plus de 200 salariés

(Retraitement Bpifrance Le Lab à partir de données Insee, base Flores)

 **SAFRAN** **Safran** dans l'aéronautique et l'aérospatial à Paris



Terreal dans la fabrication de produits de construction à Suresnes



Limagrain dans l'agroalimentaire à Verneuil-l'Étang

*Ici, le champ d'analyse comprend uniquement les établissements de plus de 10 salariés

2

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION

UN NOUVEAU PAYSAGE INDUSTRIEL SE DESSINE DANS LES RÉGIONS FRANÇAISES DE DEMAIN

L'industrie a profondément marqué le territoire français et ses paysages. Seulement, **l'industrie ne pourra plus choisir son territoire comme auparavant. La sobriété foncière qu'impose l'objectif Zéro Artificialisation Nette (ZAN), l'impératif d'une gestion plus sobre de l'eau, la pénurie des compétences bouleversent le rapport de l'industrie aux territoires.** A l'aune de ces nouveaux critères, chaque région présente son lot d'atouts et de limites.

De là notre effort pour comprendre le paysage industriel régional, en partant des besoins des industriels et des dispositions des territoires. Entre la cathédrale industrielle et son prérequis foncier, la PME arrimée à son territoire et attachée à une main-d'œuvre locale qu'elle a formée depuis plusieurs décennies, et la startup industrielle qui naît sur un territoire mais passera potentiellement à l'échelle sur un autre, les besoins de chacun sont éminemment hétérogènes.

Les dispositions du territoire sont, elles, analysées à travers **une cartographie du potentiel de développement industriel des régions** se basant sur:

- 33 critères alimentés par des bases de données publiques disponibles et comparables au niveau national (cf slide suivante) ;
- Répartis en 5 familles ou « capitaux » : le capital physique (foncier et infrastructures logistiques), le capital écosystémique (culture et poids historique de l'industrie), le capital humain (élèves en formation industrielle), le capital qualité de vie (mobilité, soins, services, solde migratoire), et le capital environnemental (risques de sécheresse et d'inondation).

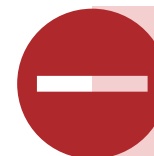
Notre analyse du potentiel industriel régional se caractérise par trois approches :

- Les critères de notre cartographie sur lesquels la région se démarque ;
- Le niveau d'hétérogénéité des zones d'emploi qui composent la région ;
- Les zones d'emploi qui tirent particulièrement la région vers le haut et qui présentent le plus fort potentiel.



CE QU'EST CE TRAVAIL

Une grille de lecture pour apprécier, en première analyse, le potentiel de développement industriel des territoires, sur la base de **critères transverses à l'ensemble de l'industrie** (pas de critère sectoriel)



CE QU'IL N'EST PAS

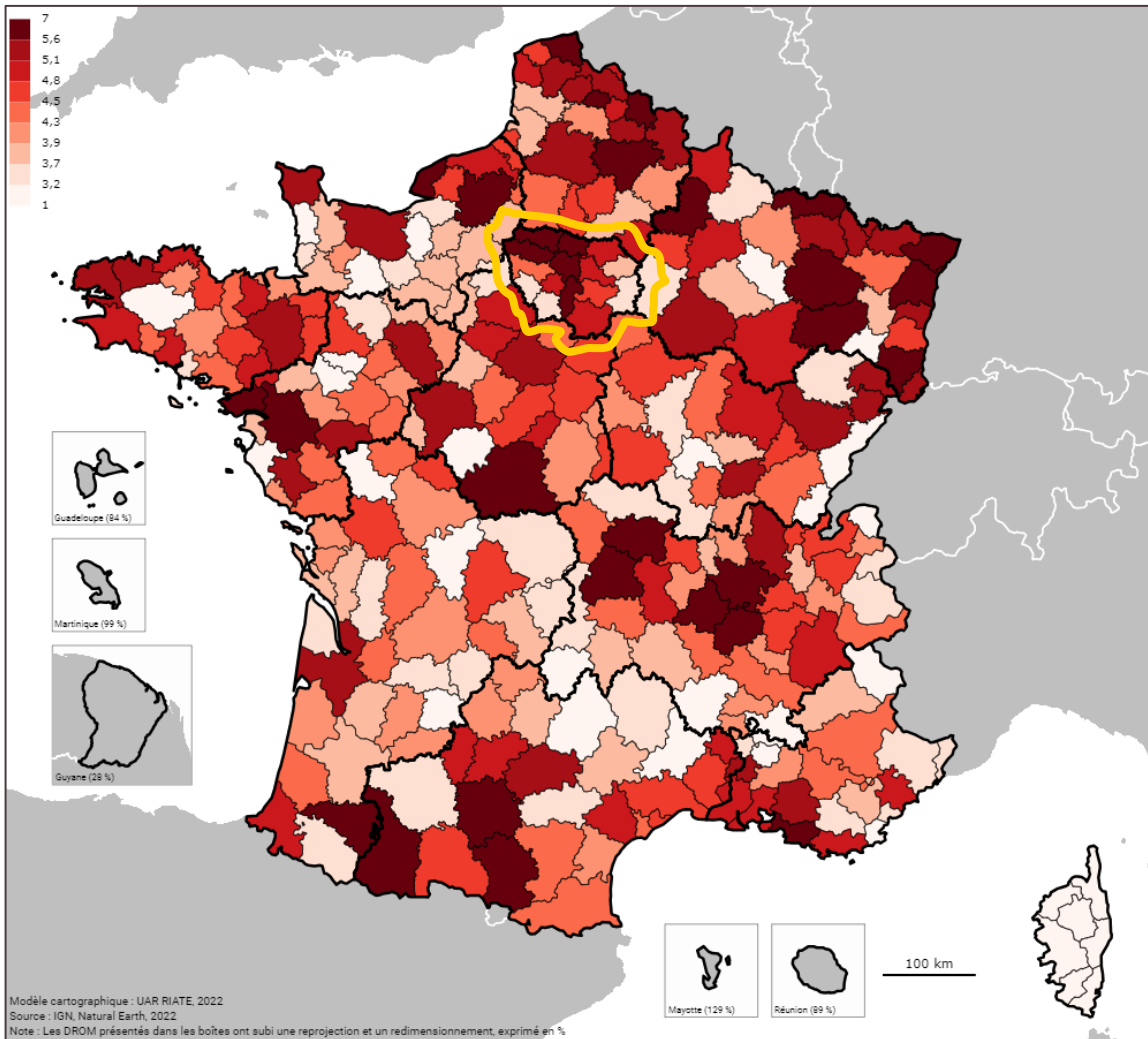
- Il ne permet pas à un industriel de déterminer son territoire d'implantation. **Charge à chaque entreprise d'approfondir la cartographie Bpifrance Le Lab avec une analyse de son marché et de son secteur.**
- Il ne traite pas de la politique industrielle ou économique portée par l'Etat. **Il n'y est question ni de coût du travail, ni de coût de l'énergie, ni de fiscalité économique nationale**, mais uniquement de critères locaux d'attractivité industrielle.
- **Il ne traduit pas la stratégie des territoires.**
- **Il n'est pas une analyse des DROM, par manque de données disponibles.**

LES 33 CRITÈRES D'APPRÉCIATION DU POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DES TERRITOIRES

Famille et pondération		Dimension et sous-pondération		Indicateur	Source
Capital physique	41%	Foncier	53%	Surface de sites clés en main (Ha)	ANCT, DGE
				Surface de foncier économique (Ha)	Banque des Territoires, France Foncier +
				Surface de friches industrielles disponibles (Ha)	Cartofriches (Cerema)
				Surface accordée à des activités industrielles (m ²)	Sitadel2 (Min. transition écologique)
		Infrastructures logistiques	47%	Proximité d'une autoroute	Association des Sociétés Française des Autoroutes
				Nombre de gares de fret	SNCF
				Tonnage brut du port maritime rattaché à la zone d'emploi	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
				Tonnage brut des aéroports rattachés à la zone d'emploi	UAF (union des aéroports français)
Capital écosystémique	29%	Ecosystème industriel	54%	Evolution des créations d'emplois industriels 2017-2019 (Nombre)	Insee, Flores
				Nombre d'emplois salariés dans le secteur de l'industrie manufacturière	Insee, Flores
				Part d'emplois dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, RP 2020
				Taux de création d'entreprises dans le secteur de l'industrie (%)	Insee, REE 2021
				Nombre de pôles d'excellence (IRT, pôles de compétitivité, PUI)	DGE, Ministère de l'ens. supérieur et de la recherche
				Nombre de sites industriels issus du top 100 des usines françaises selon leurs effectifs	L'Usine Nouvelle
		Gouvernance	31%	Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 1 (2018-2023) (%)	ANCT
				Part de la zone d'emploi couverte par la présence d'un chef de projet du dispositif Territoire d'Industrie Temps 2 (2023-2027) (%)	ANCT
		Culture / Histoire	16%	Nombre de sites industriels présentant des risques d'accidents majeurs (Seveso)	Géorisques
				Nombre d'entreprises du patrimoine vivant (EPV)	Institut National des Métiers d'Art
Age moyen des entreprises industrielles (années)	SIRENE				
Capital humain	20%	Compétences	80%	Nombre de diplômés dans l'industrie hors cursus ingénieur	Ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse
			15%	Taux de chômage (%)	Insee
			5%	Présence d'au moins une école de production	Fédération Nationale des Écoles de Production
Capital qualité de vie	7%	Mobilité	25%	Moyenne du nombre de liaisons ferroviaires de voyageurs pondérées par la population	Autorité de régulation des transports
				Temps de trajet moyen entre le domicile et le travail (minutes)	Insee, RP 2020, Metric 2021
				Présence d'un métro, tram ou RER	Wikipedia
		Solde migratoire	25%	Evolution de la population due au solde migratoire 2014-2020 (Nombre)	Observatoire des territoires
		Accès aux soins	25%	Nombre de consultations médicales accessibles par habitant par an (indicateur APL)	DREES
Centralité des servcs. et équipt.	25%	Indicateur de centralité des services et équipements	Observatoire des territoires		
Capital environnemental	3%	Sécheresses	40%	Indicateur de résilience aux sécheresses à horizon 2035	Bpifrance, Direction des Risques à partir de données GIEC, Météo France, BRGM, CCR, Géorisques
		Inondations	40%	Indicateur de résilience aux inondations à horizon 2035	
		Autres catastrophes naturelles	20%	Indicateur de résilience aux retraits/gonflements des argiles à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux incendies à horizon 2035	
				Indicateur de résilience aux vagues de chaleur à horizon 2035	

CARTOGRAPHIE DU POTENTIEL DES TERRITOIRES INDUSTRIELS

Cartographie du potentiel de développement industriel des territoires



Capital	Carte (zones d'emploi)	Pondér.*
Physique		41 %
Ecosys.		29 %
Humain		20 %
Qualité de vie		7 %
Env.tal		3 %

Quels critères sont priorités par les industriels pour s'implanter ?

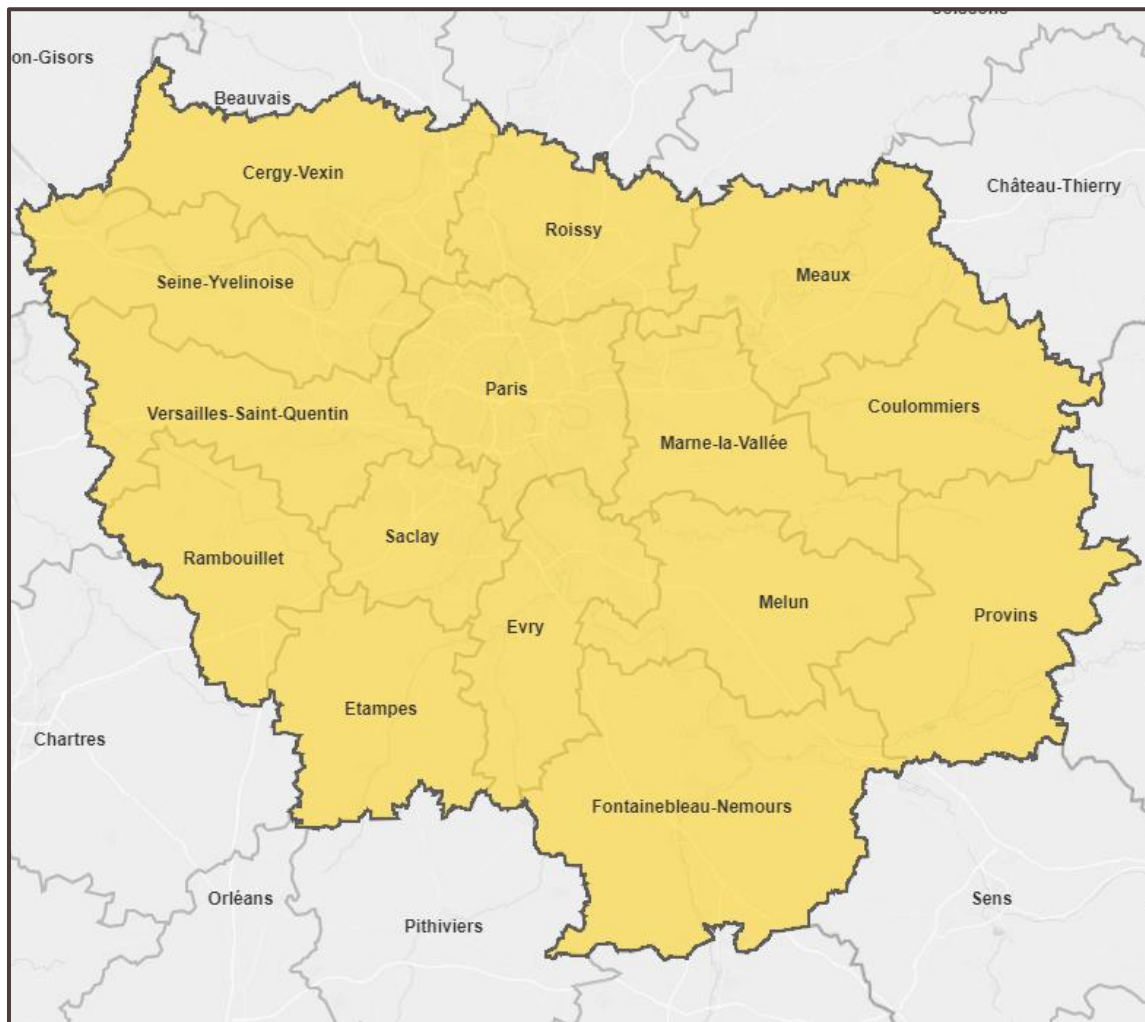
La pondération entre les différents capitaux a été établie par Bpifrance Le Lab à partir des priorités exprimées par les dirigeants industriels considérant une prochaine implantation dans une enquête nationale représentative.

Au niveau national, les industriels considèrent d'abord le foncier (55 %), les talents (50 %) et la présence d'infrastructures (49 %). Viennent ensuite la proximité à son marché (35 %), la qualité du dialogue avec les élus locaux (22 %), le cadre de vie local (17 %), la culture et l'histoire industrielle (11 %), la ressource en eau et/ou l'exposition aux risques naturels (7 %), et enfin, les centres de recherche (3 %).

Ces neuf critères sont ici regroupés en cinq grandes familles, et font ressortir en priorité le capital physique, qui regroupe notamment le foncier et les infrastructures, deux des trois critères en tête de liste des priorités des industriels.

*Pondération adaptée des industriels : Source : Enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2828 dirigeants d'entreprises industrielles, pondération effectuée à partir d'un reclassement des réponses à la question « Quels critères regarderez-vous en priorité pour votre prochaine implantation industrielle ? »

LES ZONES D'EMPLOI DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE



Source : Fonds de carte INSEE, superposées avec ArcGIS

L'ANALYSE PAR ZONES D'EMPLOI

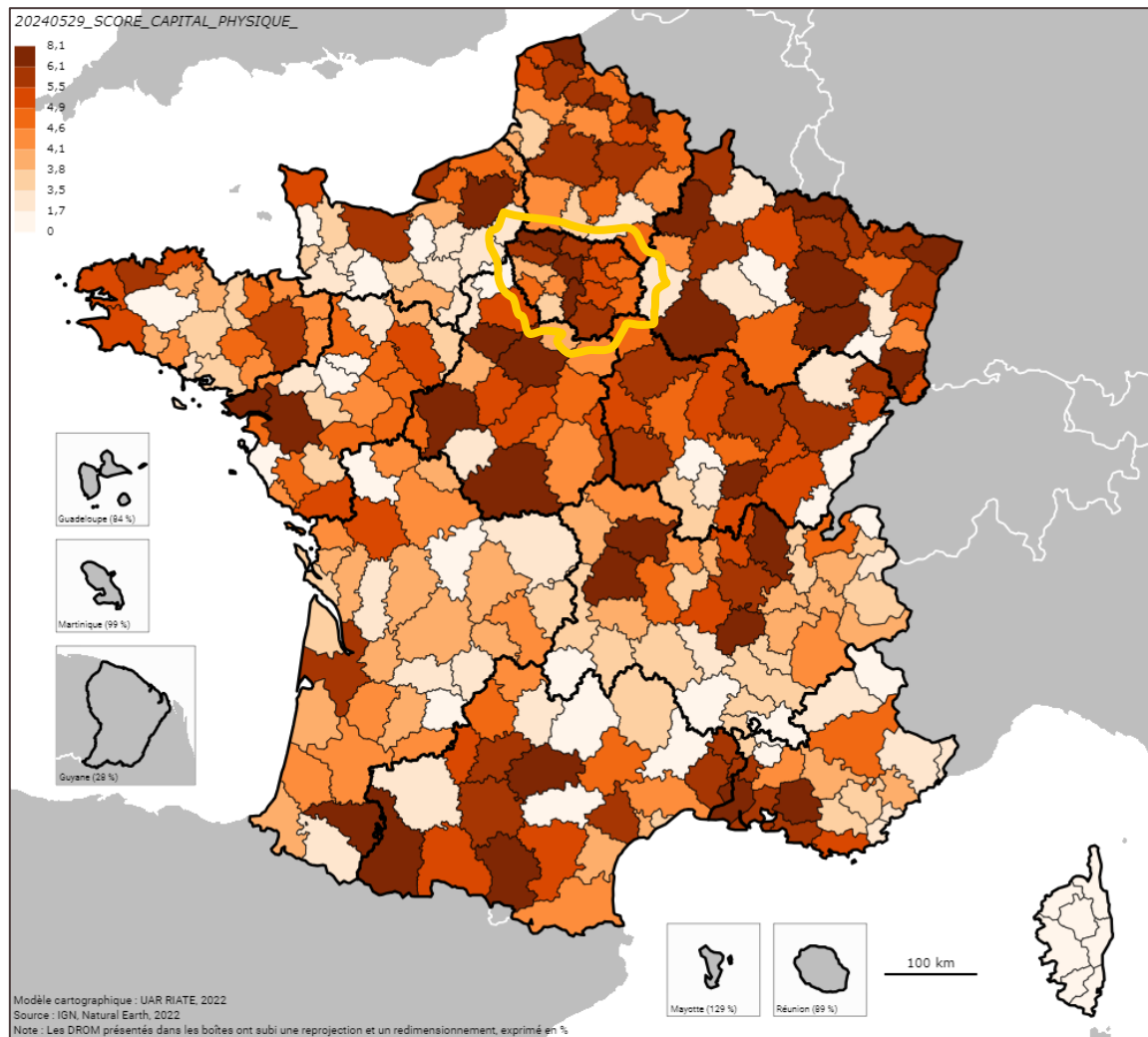
Dans cette déclinaison régionale de l'étude Industrie & Territoire de Bpifrance Le Lab, nous sommes en mesure de **rentrer en détail dans le potentiel de développement industriel de chaque région**, avec une granularité au niveau de la zone d'emploi.

Pour rappel, une zone d'emploi est un **espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent**, et dans lequel les entreprises peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

Le découpage en zones d'emploi n'est pas un découpage administratif, mais un découpage réalisé par l'INSEE à des fins d'analyses statistiques. Le zonage constitue une partition du territoire adaptée aux études sur le marché du travail et définit également des territoires pertinents pour les diagnostics locaux. La France compte 306 zones d'emplois, dont 287 hors DROM.

La région Île-de-France compte 15 zones d'emploi. Cette carte identifie par son nom chaque zone d'emploi dont le territoire est totalement, ou partiellement inclus dans la région Île-de-France. Cette identification est particulièrement utile pour la lecture des différentes cartes présentées dans les slides suivantes.

LE CAPITAL PHYSIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Qu'entend-on ici par capital « physique » de l'industrie ? La présence de disponibilités foncières et d'infrastructures logistiques, qui figurent parmi les premiers critères en tête pour une implantation industrielle.

Cette carte affiche les surfaces de sites clé en main, de foncier économique, de friches industrielles disponibles et accordées à des activités industrielles, la proximité d'une autoroute, le nombre de gares de fret, le tonnage des ports maritimes et des aéroports. Elle ne prend pas en compte la structuration locale des observatoires fonciers, les terrains déjà alloués, ou sous promesse de vente, ou le raccordement électrique**.

UNE RÉGION PARTICULIÈREMENT DOTÉE EN FONCIER ET EN INFRASTRUCTURES

La région se distingue particulièrement par de larges zones de foncier prêt à l'emploi (183 Ha de sites clé en main contre 171 en moyenne par région, et de foncier industriel à préparer (464 Ha de foncier économique contre 236 en moyenne par région).

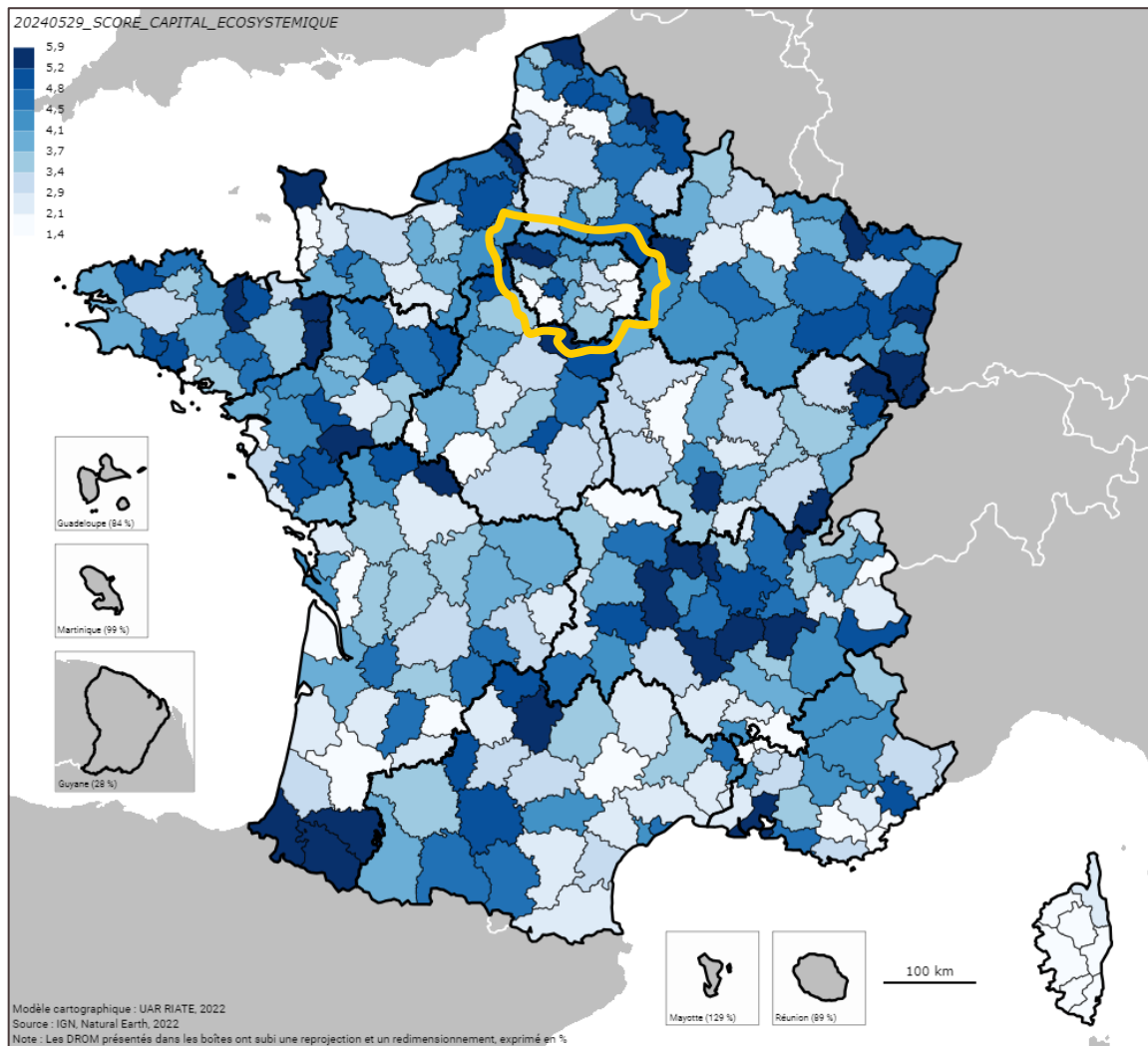
La région bénéficie également d'infrastructures bien connectées à l'industrie, et est traversée par les axes autoroutiers nationaux majeurs comme l'A1 (Lille), l'A4 (Paris-Strasbourg) et l'A6 (Paris-Lyon), qui facilitent le transport routier des marchandises. La région est desservie par dix aéroports équipés pour le transport de marchandises, ce qui en fait une plateforme multimodale stratégique et qui la relie au monde entier. HAROPA PORT Paris, est le premier port fluvial français ainsi que le premier port fluvial européen pour le transport de passagers. Son réseau est composé de quatre agences portuaires, six plateformes multimodales et de 70 ports urbains répartis en Île-de-France. Ces ports sont des plateformes multimodales stratégiques rendant possible le transport fluvial.

La région est marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent, révélant à la fois des poches de très grand dynamisme : **Evry** concentre 177 Ha de sites clé en main (sur les 183 Ha de la région). Quant au transport aérien, ce sont les territoires de **Cergy-Vexin, Roissy, Seine-Yvelinoise et Paris** qui en portent la totalité.

*Les régions analysées concernent la France métropolitaine, hors DROM

**Pour une analyse complète des indicateurs, se référer à l'étude [Industrie et Territoires](#) de Bpifrance Le Lab, publiée en mai 2024.

LE CAPITAL ÉCOSYSTÉMIQUE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Une spécialisation industrielle, reflet de chaînes de valeur (donneurs d'ordre, sous-traitants, concurrents...) et de pôles de compétitivité structurés, une dynamique passant notamment par le dialogue entre le territoire et ses entreprises, l'attachement à un patrimoine et des savoirs-faires industriels... Ces atouts économiques, parfois immatériels, sont précieux pour tout nouveau projet industriel, et il est difficile de les recréer. Cette carte saisit le capital « écosystémique » des zones d'emploi françaises.

Cette carte prend en compte l'emploi et les entreprises industrielles, les pôles de compétitivité et de recherche, la présence du dispositif Territoires d'Industrie, le nombre de sites Seveso (présentant des risques d'accidents), le nombre d'Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV) et l'âge moyen des entreprises industrielles. Elle ne prend pas en compte d'indicateurs d'innovation et de R&D (notamment caractérisées par les SATT).

UN ÉCOSYSTÈME INDUSTRIEL RELATIVEMENT FAIBLE COMPARÉ AU RESTE DU PAYS

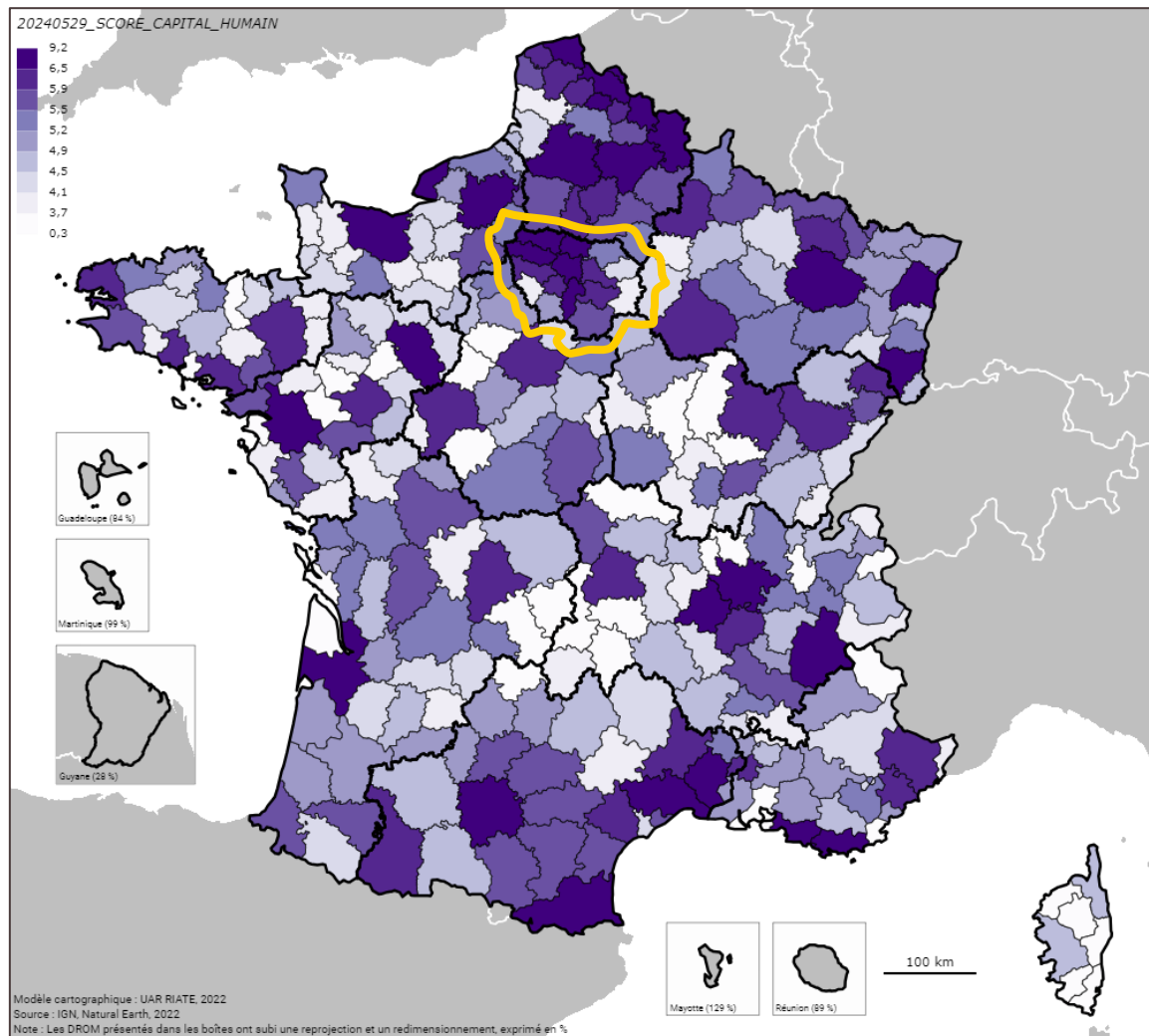
La région, très diversifiée sur ses activités économiques, se distingue par un taux d'emploi industriel plus faible que la moyenne nationale. Lorsque nous sélectionnons la période 2017-2019, symbolique du regain pour l'industrie dans le pays, le solde des créations et des destructions d'emplois industriels dans la région s'élève à -5 274 (alors qu'en moyenne, chaque région gagne environ 700 emplois). Enfin, en moyenne 38 % des zones d'emploi de la région sont couvertes par le dispositif Territoires d'Industrie, ce qui est inférieur à la moyenne nationale s'élevant à 50 %.

Au sein de la région se dessine une certaine disparité entre les territoires qui la composent, révélant à la fois des poches de dynamisme : **Versailles** et **Saclay** ont créé plus de 700 emplois industriels chacune entre 2017 et 2019 tandis que **Paris** en a détruit plus de 6 000 sur la même période.

La région dispose de 11 sites industriels compris dans les 100 plus grands de France : Thales à Limours, Rungis et Gennevilliers, Safran à Colombes, Evry, Reau, Fougères, Magny-les-Hameaux et Mantes-la-ville, Dassault Aviation à Argenteuil et à Saint-Cloud.

Cinq pôles de compétitivité sont présents à Paris : ASTech, Cap Digital Paris Région, Finance Innovation, Medicen Paris Région et Systematic.

LE CAPITAL HUMAIN



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Face aux tensions sur le marché du travail, les industriels pointent du doigt la pénurie de compétences comme obstacle majeur à leur développement. Le capital « humain » est représenté par la disponibilité et les compétences de la main d'œuvre sur le territoire.

Cette carte prend en compte trois indicateurs : Le nombre d'élèves en dernière année de formation industrielle (BAC+2 et BAC+3 qui forment aux métiers d'ouvriers qualifiés, de techniciens, et d'agents de maîtrise), la présence d'écoles de production et le taux de chômage, qui révèle des viviers de demandeurs d'emploi. Cette carte ne prend pas en compte les ingénieurs ou BAC+5, ni la qualité de la formation ou des métiers recherchés.

LA RÉGION FORME LE VIVIER DE TALENTS LE PLUS CONSÉQUENT DU PAYS

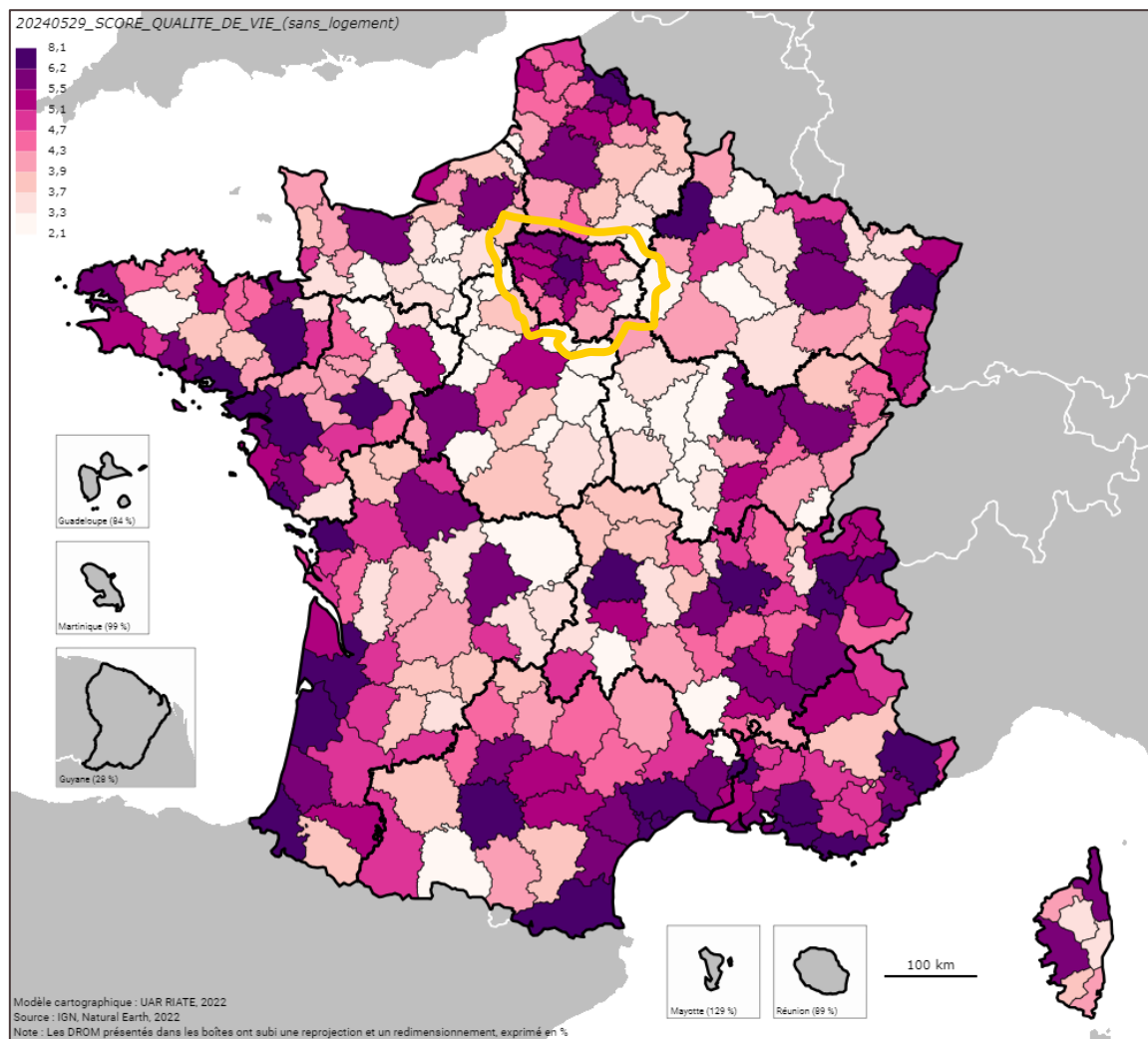
En 2022, la région forme 14 012 élèves en dernière année de cursus en voie professionnelle ou BTS dans des formations liées à l'industrie, soit 18 % des talents du pays*, notamment grâce aux IUT offrant des formations spécialisées (logistique et gestion de production industrielle, science des matériaux, compétences pratiques en mécanique, qualité, maintenance industrielle). La deuxième réserve de main d'œuvre potentiellement disponible pour l'emploi industriel émane des travailleurs au chômage. Dans la région, le taux de chômage s'apparente au taux de chômage national (7 %). Certaines zones d'emploi affichent cependant des taux de chômage plus élevés : c'est le cas de **Roissy** qui affiche un taux supérieur à 9 %.

La région est ici aussi marquée par une certaine disparité entre les territoires qui la composent. **Roissy** et **Paris** forment à elles seules près de 9 000 diplômés tandis que **Provins**, **Rambouillet** et **Coulommiers** en forment chacune moins de 100.

La région dispose également de deux écoles de production : l'école Iron Academy à **Paris Nord** et l'école ICAM Grand Paris Sud à **Evry**, formant des jeunes de 15 ans et plus, en décrochage scolaire, vers des métiers de conducteur d'installation de production, technicien d'usinage, et à des qualifications en métallurgie.

*Hors cursus ingénieur

LE CAPITAL QUALITÉ DE VIE



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte évalue l'attractivité résidentielle des zones d'emploi françaises. Quand bien même un territoire est doté d'un fort potentiel industriel, il faut également qu'il soit attractif et puisse offrir un bon cadre de vie aux travailleurs.

Cette carte prend en compte l'accès aux soins, la mobilité, la proximité des services et le solde migratoire. Elle ne prend pas en compte le prix du logement car il s'agit d'un critère qui peut être source comme conséquence de l'attractivité, ce qui la rend difficile à interpréter.

UNE RÉGION TRÈS ATTRACTIVE DANS SON ENSEMBLE, COMPOSÉE DE DES ZONES D'EMPLOI HÉTÉROGÈNES

L'attractivité de la région s'illustre par un solde migratoire de 40 705 personnes entre 2014 et 2020, 2,6 consultations médicales par habitant par an, inférieur au seuil défini comme suffisant par le droit national*, et une grande mobilité en transports. Le rayonnement de **Paris** fait de la région un territoire très attractif pour s'y installer, en témoigne le solde migratoire positif que connaît l'ensemble de la région à l'exception de **Provins** qui perd 30 habitants entre 2014 et 2020.

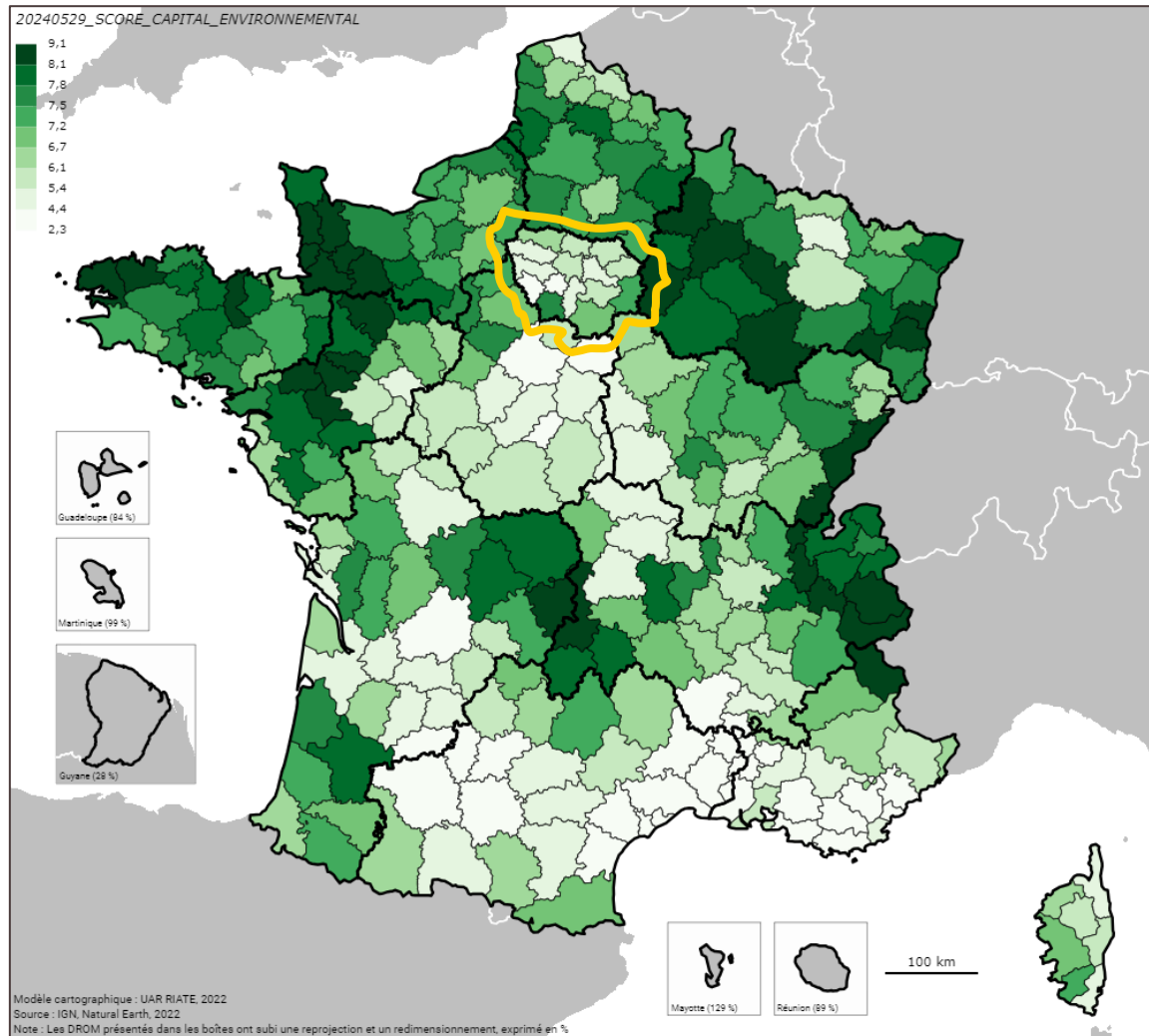
Cette attractivité résidentielle est toutefois très hétérogène au sein de la région : si **Paris, Roissy, Cergy-Vexin, Seine-Yvelinoise, Saclay, Marne-la-Vallée, Evry, Versailles et Etampes** jouissent d'infrastructures pour le transport de voyageurs (tram, RER et métros), d'autres zones d'emploi comme **Meaux, Melun, Fontainebleau, Coulommiers, Rambouillet et Provins** sont plus isolées. Seule la zone d'emploi de **Paris** affiche un nombre de consultations médicales par an et par habitant satisfaisant selon le droit national.

Certaines zones bénéficient de l'attractivité caractéristique des grandes villes : les zones d'emploi de **Paris, Saclay et Roissy** offrent la quasi-totalité des services, ce qui en fait des centres majeurs** tandis que **Coulommiers et Provins** sont des centres dits locaux, proposant une douzaine de services et équipements du quotidien.

*Code de la santé publique, 2017

**Centralités : comment les identifier et quels rôles dans les dynamiques locales et intercommunales ? INRAE-CESAER, l'ANCT, 2019.

LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL



COMMENT LIRE CETTE CARTE ?

Cette carte du capital de « résilience environnementale » représente la résilience des zones d'emploi aux risques physiques liés au changement climatique de 2025 à 2035, à partir de projections Bpifrance. Plus une zone est foncée, plus elle est résiliente.

Cette carte prend en compte 5 type de résilience : résilience aux risques de sécheresses, aux risques d'inondation, aux risques de retrait-gonflement des argiles, aux vagues de chaleur et aux incendies. Elle ne prend pas en compte la disponibilité des ressources naturelles ni la présence de sites de biodiversité à protéger.

UNE RÉGION EXPOSÉE AUX RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

La région est très exposée aux aléas climatiques. Elle est particulièrement vulnérable aux sécheresses, inondations et mouvements d'argile. Elle est en revanche peu exposée aux vagues de chaleur.

Certaines zones d'emploi sont plus touchées que d'autres : **Rambouillet, Marne-la-Vallée, Saclay** et **Versailles** sont particulièrement exposées aux mouvements d'argile et aux événements de sécheresse tandis que **Fontainebleau, Provins** et **Etampes** sont plus épargnées. **Evry** et **Saclay** sont particulièrement vulnérables aux inondations.

Enfin, **Fontainebleau, Provins** et **Etampes** présentent une exposition moindre au risque environnemental compris parmi les 30 % meilleurs de France.

3

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

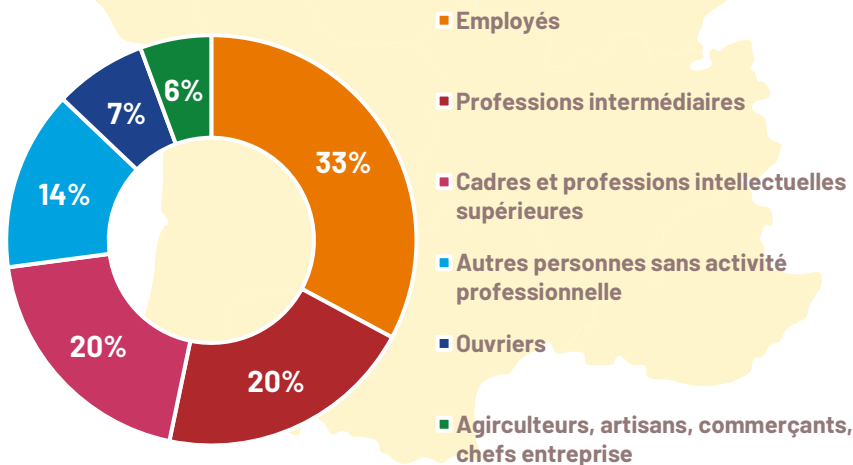
I. FOCUS SUR LES RÉPONDANTS DES ENQUÊTES

**II. PERCEPTIONS CROISÉES ENTRE CITOYENS ET
INDUSTRIELS**

5 000 répondants en France

44 % d'hommes et 56 % de femmes

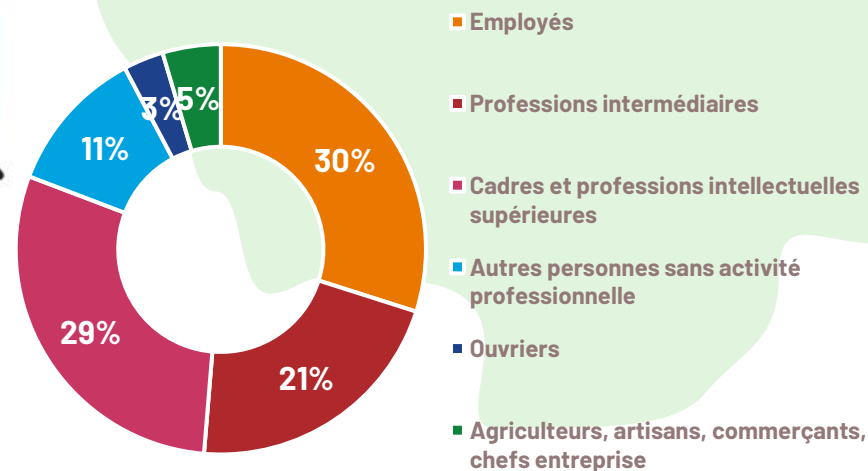
43 % ont plus de 55 ans, 34 % ont entre 35 et 54 ans et 23 % ont moins de 35 ans



Dont 916* en Île-de-France

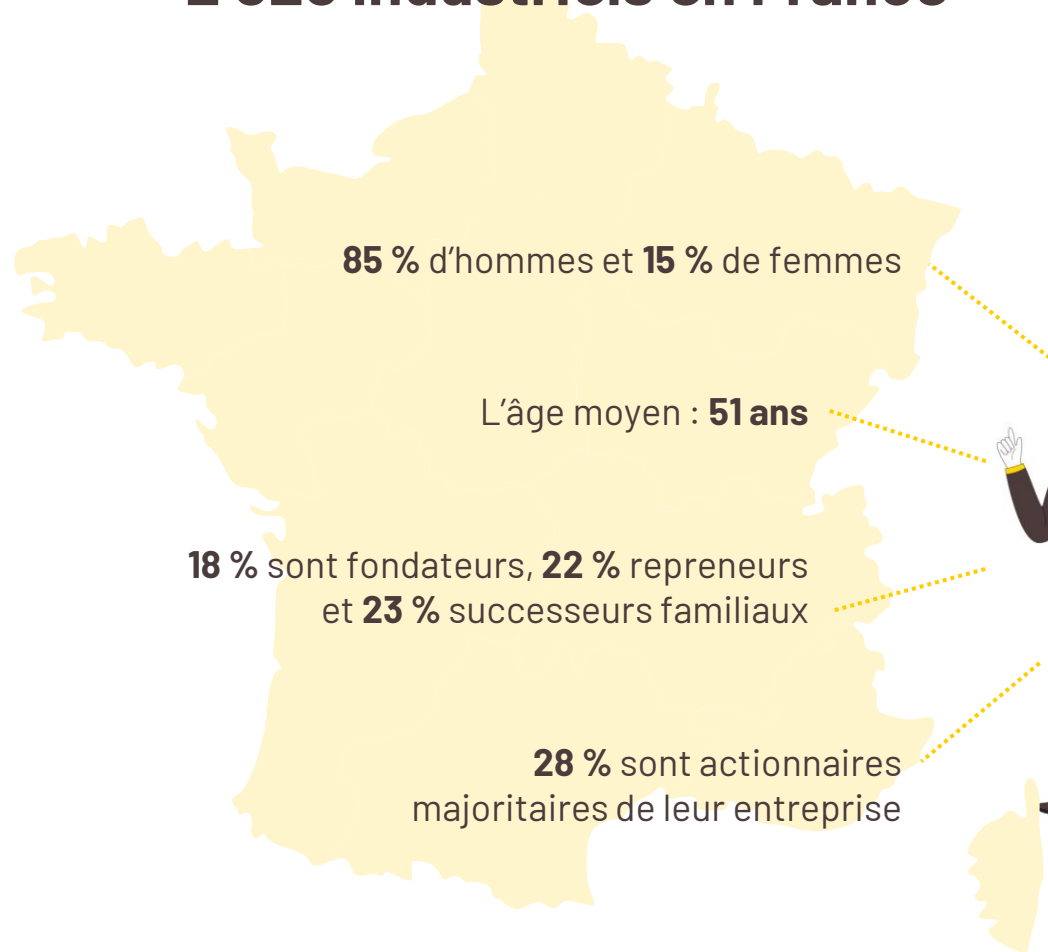
42 % d'hommes et 58 % de femmes

41 % ont plus de 55 ans, 32 % ont entre 35 et 54 ans et 27 % ont moins de 35 ans

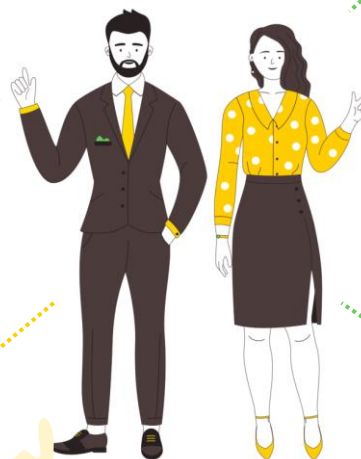
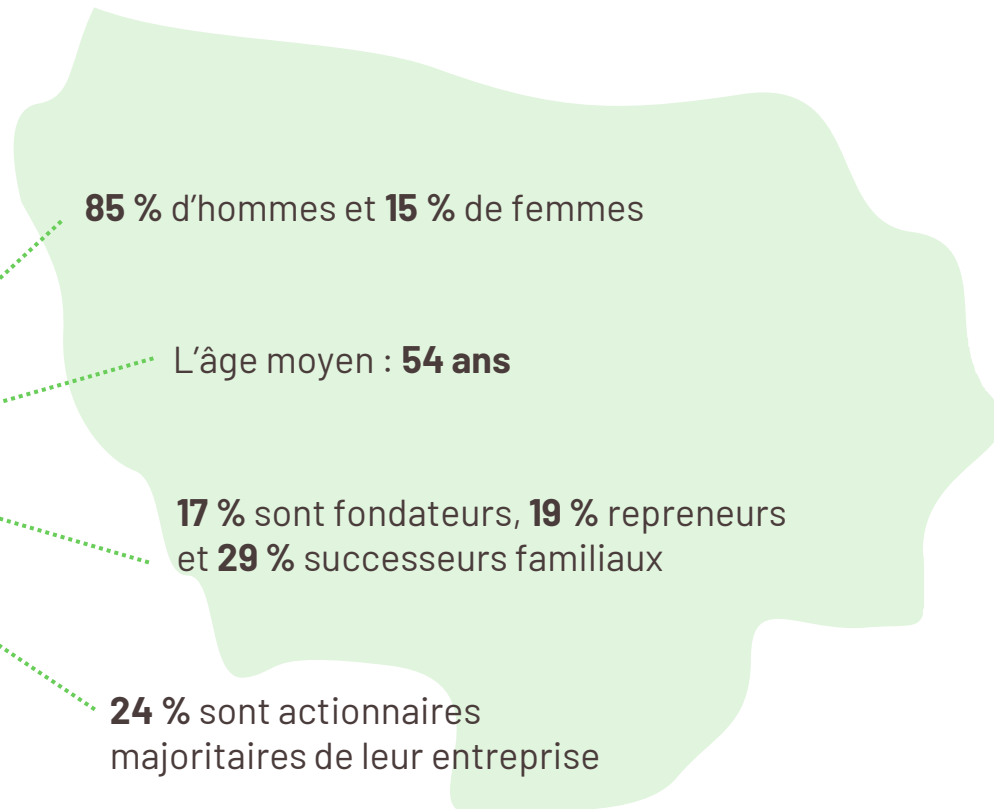


*L'étude concernant la société civile est constituée d'un échantillon de 5 000 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Ile-de-France représentent 916 personnes.

2 828 industriels en France



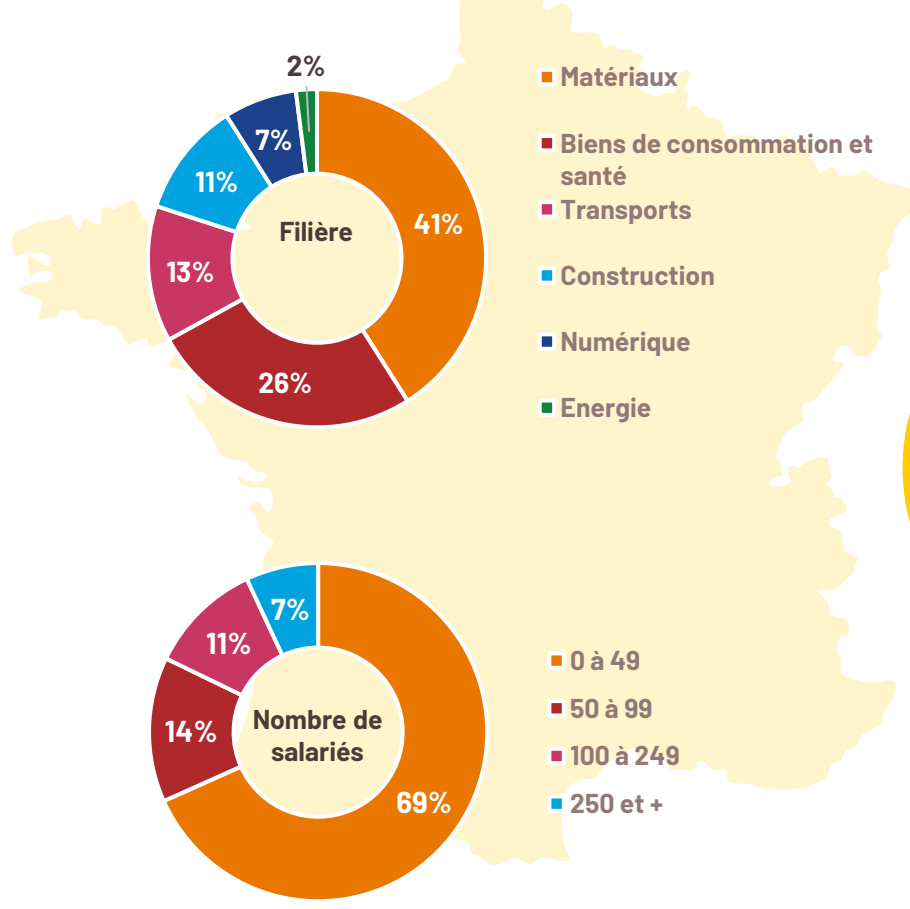
Dont 142* en Île-de-France



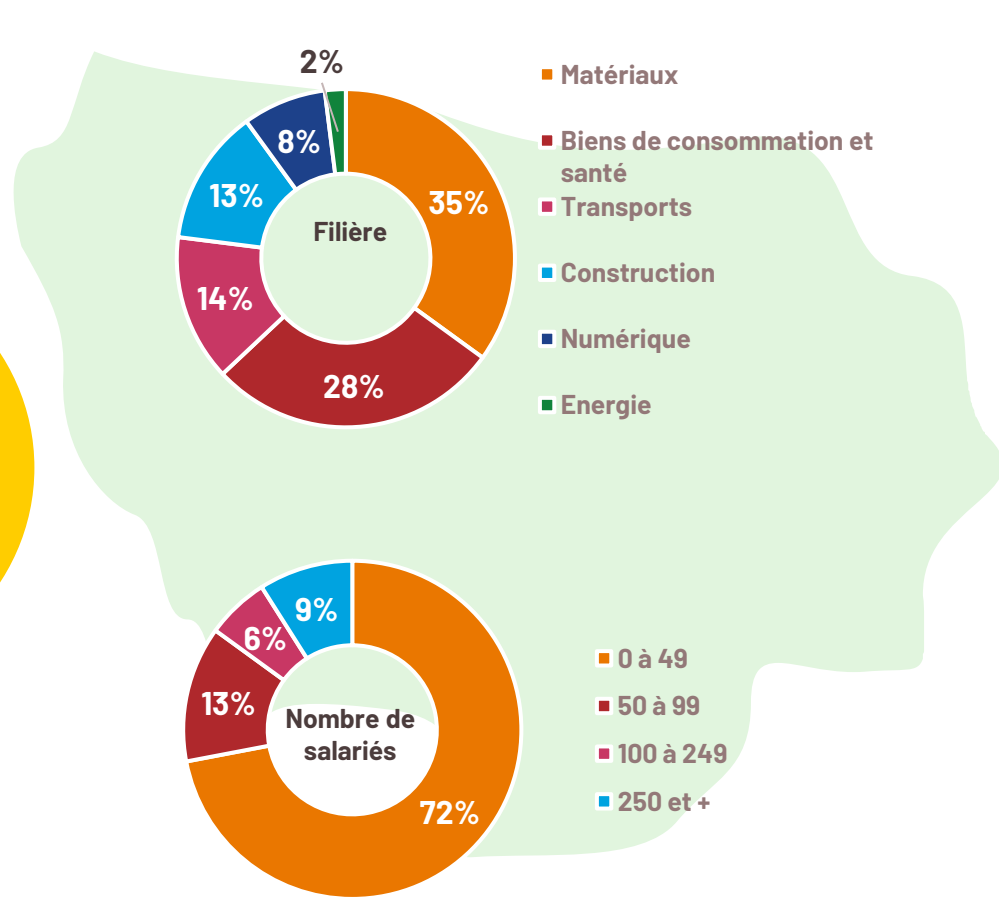
*L'étude concernant les dirigeants industriels est constituée d'un échantillon de 2 828 répondants représentant la France entière que l'on peut classer ex-post par régions.
Les répondants de la région Ile-de-France représentent 142 personnes.

PROFILS DES ENTREPRISES - ENQUÊTE AUPRÈS DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS

2 828 industriels en France



Dont 142 en Île-de-France



LES FRANÇAIS PERÇOIVENT D'AVANTAGE LA RÉINDUSTRIALISATION QUE LES DIRIGEANTS

LES INDUSTRIELS DE LA RÉGION SE PRONONCENT MOINS SUR UNE RÉINDUSTRIALISATION EN COURS QUE LA MOYENNE NATIONALE

- Les industriels d'Île-de-France perçoivent moins la réindustrialisation en cours que leurs homologues dans le reste de la France.
- Les industriels de la région Île-de-France sont 31 % à penser que la France est dans une phase de réindustrialisation. À l'échelon national, c'est 35 % des répondants qui pensent que c'est le cas.

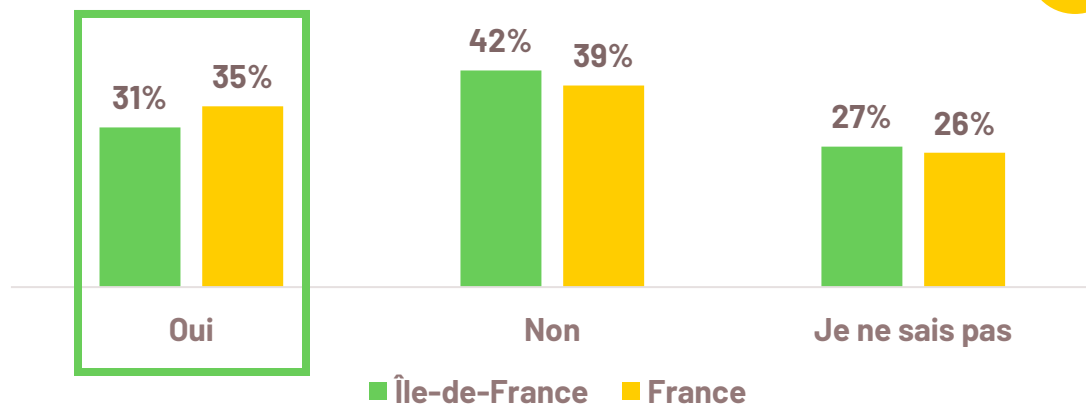
LES HABITANTS DE LA RÉGION ALIGNÉS AVEC LA MOYENNE NATIONALE, AVEC UNE PERCEPTION PLUS PRONONCÉE SUR UNE RÉINDUSTRIALISATION EN COURS

- Les Français sondés dans notre échantillon sont 41 % à estimer que la France est dans une phase de réindustrialisation, ce qui est davantage que les dirigeants industriels (35 %).
- Les habitants d'Île-de-France sont 42 % à estimer qu'une réindustrialisation est en cours, à un niveau donc plus élevé que les dirigeants industriels de leur territoire (31 %).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

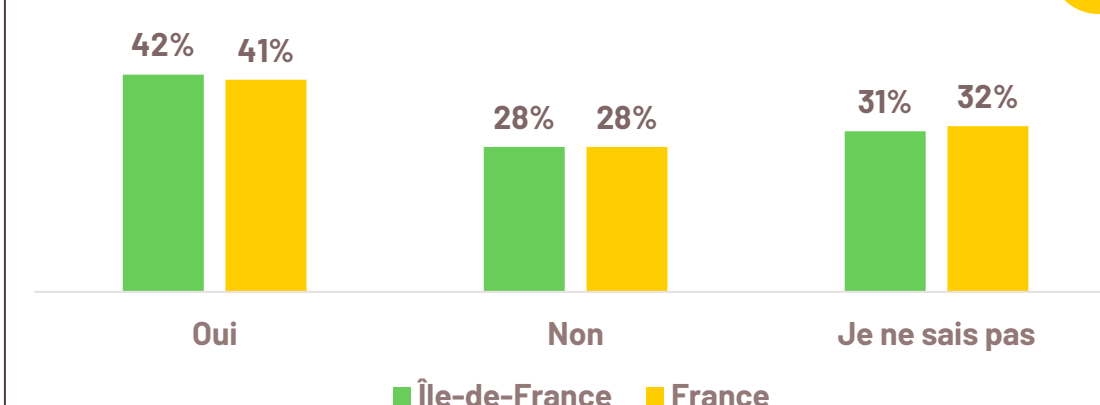
Dans un contexte lié aux enjeux de souveraineté à la suite des crises successives de la Covid et la guerre en Ukraine, on observe que 41 % Français perçoivent la réindustrialisation, laissant supposer que les prises de décision récentes ont eu un effet sur leur perception, plus importante que celle des industriels. Ces derniers apparaissent plus sceptiques : seuls 35 % perçoivent la réindustrialisation. En France, la réindustrialisation peut sembler une injonction politique, dont les effets concrets demeurent encore limités. Si le temps politique est acquis à la réindustrialisation, le temps social est plus lent.

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Ile de France représentent 916 personnes

DIRIGEANTS INDUSTRIELS ET HABITANTS N'ONT PAS LA MÊME VISION DE LA PLACE DE L'INDUSTRIE DANS LEUR TERRITOIRE

DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS PERÇOIVENT UNE INDUSTRIE RESTÉE SOLIDE DANS LEUR TERRITOIRE ...

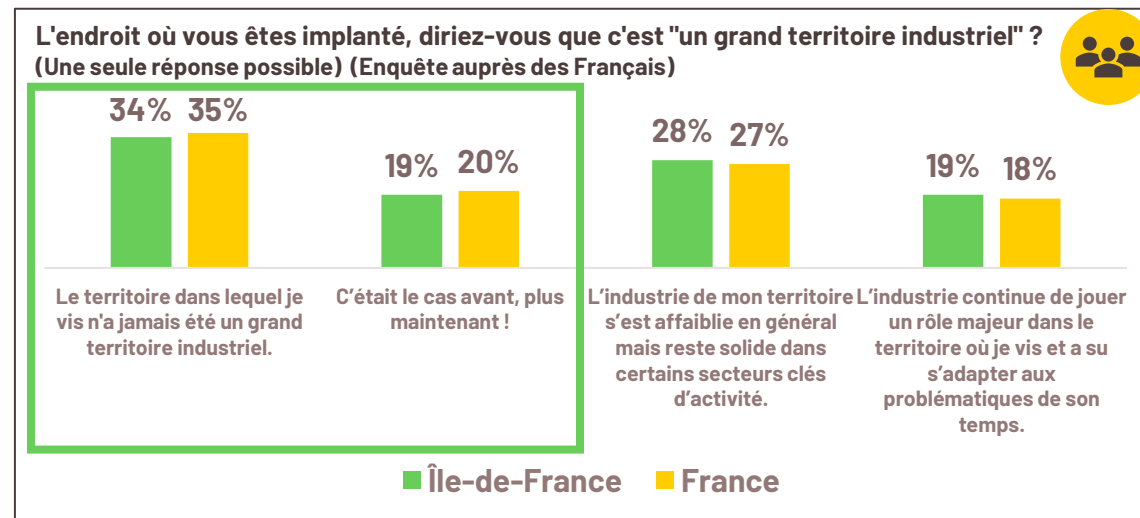
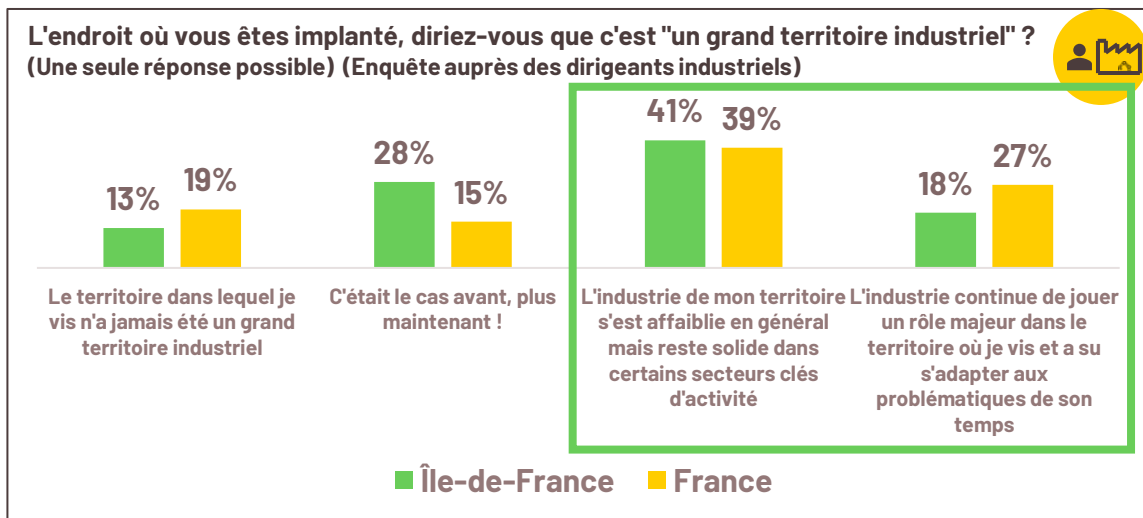
- Les industriels ont plutôt tendance à percevoir une industrie restée résiliente à travers le temps dans leur territoire (59 %).
- En parallèle, de nombreuses annonces prometteuses ont été réalisées en 2023 pour la région : par exemple, une nouvelle ligne de production pour les puces quantiques de l'entreprise C12 à Paris, Coca-Cola a agrandi son site à Grigny, Krys a agrandi son usine Bazainville.

... ALORS QUE LES HABITANTS DE LA RÉGION SONT PLUS PARTAGÉS

- Un habitant sur deux dans la région (53 %) n'a jamais ou ne perçoit plus d'industrie dans son territoire.
- Les habitants vivent l'industrie par les annonces d'implantation près de chez eux ou par le fait de l'intégrer directement par leur emploi. En 2023, Renault a annoncé la création de 150 emplois dans son usine de Flins, Calyxa a annoncé la création de 150 emplois à Limeil-Brevannes, quand Nokia a annoncé un plan mondial de suppression qui concernerait en France 300 à 500 postes (notamment sur les sites franciliens de Nozay, Massy et les Ulis).

QUE DISENT CES CHIFFRES SUR L'ENSEMBLE DU PAYS ?

Lorsqu'interrogés sur leur perception de leur territoire, dirigeants et citoyens n'ont pas le même avis : les dirigeants ont tendance à percevoir leur industrie comme ayant su être résiliente à travers le temps, tandis que les Français ont plus de mal à saisir l'empreinte passée ou actuelle de l'industrie dans leur territoire. signe possible que l'industrie n'est pas autant visible et mise en avant que d'autres aspects faisant rayonner un territoire : savoir-faire artisanal, patrimoine, agriculture, etc.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Ile de France représentent 916 personnes

UNE ACCEPTATION DIFFÉRENCIÉE DES SECTEURS INDUSTRIELS

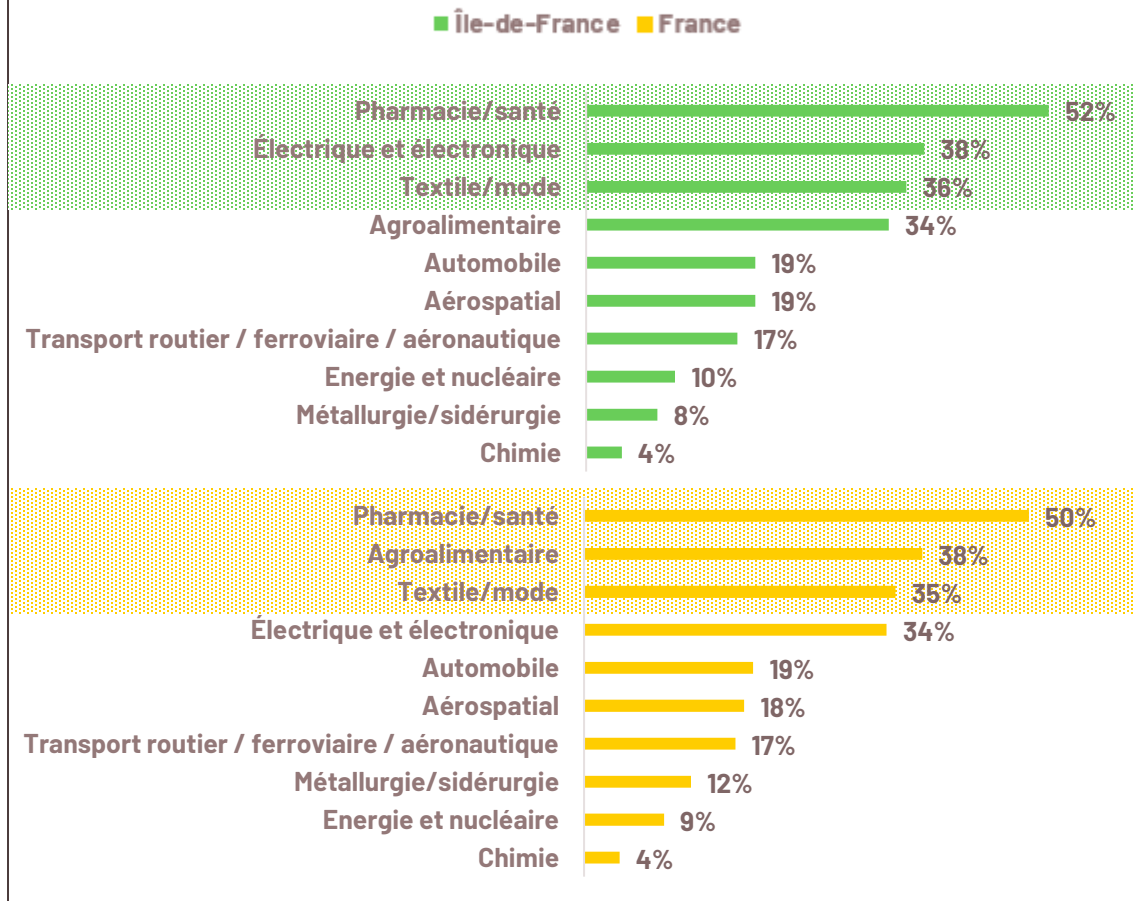
DANS LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, LES CITOYENS PLÉBISCITENT LES MÊMES INDUSTRIES QU'AU NIVEAU NATIONAL, AVEC QUELQUES LÉGÈRES DIFFÉRENCES

- Un territoire aura beau avoir du potentiel pour accueillir l'industrie, il restera à convaincre les riverains pour pouvoir s'y implanter : dans la région, cette acceptabilité est forte pour les secteurs de la pharmacie/santé, de l'électricité et de l'électronique et du textile.
- Certaines industries sont davantage plébiscitées par les habitants de la région que par l'ensemble des Français : c'est le cas de **l'électrique et électronique** (38 % vs 34 % pour la moyenne nationale).
- À l'inverse, l'installation de certaines industries est moins plébiscitée par les habitants de la région : c'est le cas de **l'agroalimentaire** (34 % vs 38 % pour la moyenne nationale) et de la **métallurgie** (8 % vs 12 % pour la moyenne nationale).
- Si l'on met parallèle ces secteurs les plus plébiscités par les habitants avec les secteurs les plus représentés en nombre d'établissements de plus de 10 salariés (l'agroalimentaire et la métallurgie), on aperçoit que les habitants de la région sont plus enclins à accueillir des secteurs qui sont aujourd'hui moins structurés sur leur territoire.

EN FRANCE, LES CITOYENS PRIVILÉGIENT L'IMPLANTATION DE CERTAINS SECTEURS PRÈS DE CHEZ EUX

Cette acceptabilité ne s'aligne pas forcément avec les secteurs jugés les plus importants en termes économiques : si 60 % considèrent que la pharmacie/santé doit être la plus développée en France, ce chiffre se replie à 50 % pour l'acceptabilité de l'implantation d'un site de ce secteur dans sa ville/commune.

Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ?
(Top 10)(Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Île de France représentent 916 personnes

LES HABITANTS DE LA RÉGION MOTIVÉS POUR TRAVAILLER DANS L'INDUSTRIE

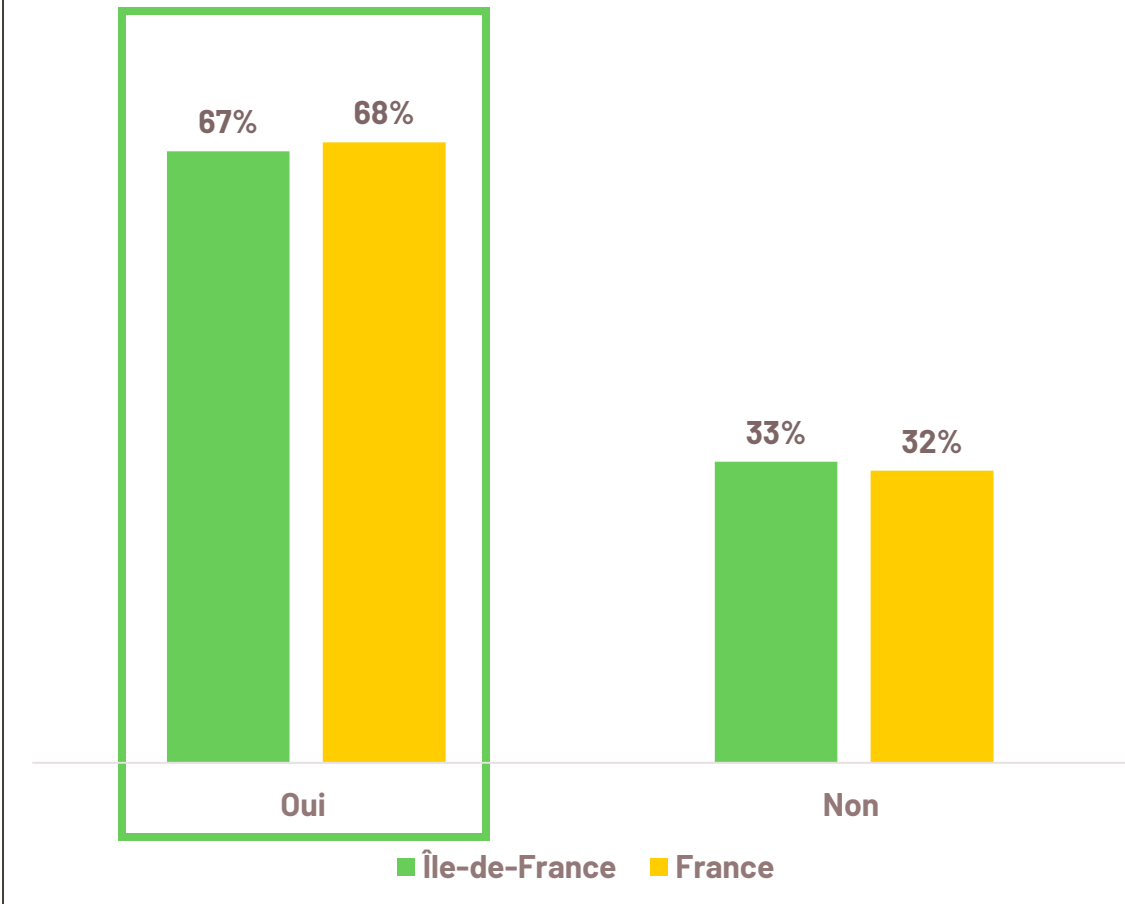
DANS LA RÉGION, LES HABITANTS SONT TRÈS ENCLINS À ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

- Les habitants d'Île-de-France se montrent très favorables à rejoindre le monde professionnel de l'industrie, en effet 67 % des sondés affirment que s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle, ils accepteraient un nouvel emploi dans l'industrie.
- L'industrie en tant qu'employeur semble, autant au niveau national que régional, bénéficier d'une image très positive.
- Ces résultats sont de bon augure au vu des objectifs du plan stratégique de la région (SRDEII), dont une des plus grandes priorités est la souveraineté industrielle. La région pose notamment comme ambition de renforcer l'attractivité des métiers industriels, particulièrement aux jeunes et aux femmes.

EN FRANCE, LES CITOYENS ENVISAGERAIENT MAJORITAIREMENT D'ACCEPTER UN EMPLOI DANS L'INDUSTRIE

Les Français interrogés sont 68 % à envisager d'accepter un emploi dans l'industrie s'ils étaient à la recherche d'une opportunité professionnelle.

Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie? (Une seule réponse possible) (Enquête auprès des Français)



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Île de France représentent 916 personnes






















AU SEIN DE LA RÉGION, DES DISPARITÉS DE PERCEPTION AUTOUR DE LA RÉINDUSTRIALISATION

POURQUOI A-T-ON CHOISI D'ANALYSER CES ZONES D'EMPLOI SPÉCIFIQUEMENT ?

A partir de sa cartographie du potentiel des territoires industriels, Bpifrance Le Lab a interrogé les habitants de 49 zones d'emploi au niveau national sur leurs perceptions de l'industrie pour analyser des cas d'études différents : certaines zones d'emploi présentent des hauts potentiels dans certains capitaux, d'autres ont un profil plus touristique ou plus industriel.

AU SEIN DE LA RÉGION, LA PERCEPTION DE LA RÉINDUSTRIALISATION EST MARQUÉE PAR LES VÉCUS INDUSTRIELS DES TERRITOIRES

- Au sein de la région Île-de-France, les zones d'emploi de Paris, Cergy, Roissy, Marne-la-Vallée, Evry et Versailles nous ont été suggérées par divers experts de la réindustrialisation. Chacune de ces zones d'emploi présente un fort potentiel pour la réindustrialisation, et se démarque soit par une forte offre foncière et logistique, un écosystème industriel bien implanté, un vivier de talents disponible, ou encore une attractivité résidentielle.
- En comparant la région à ces zones d'emploi, on distingue plusieurs spécificités :
 - La réindustrialisation se perçoit plus à Roissy, Evry et Versailles qu'à Paris, Cergy ou Marne-la-Vallée
 - Les habitants de Paris, Marne-la-Vallée et Versailles sont moins nombreux à considérer leur territoire comme un grand territoire industriel
 - Les secteurs de la pharmacie et de l'électricité/électronique se distinguent clairement dans l'esprit des habitants de la région quelle que soit la zone d'emploi analysée. Le secteur textile/mode ressort aussi fortement à l'exception de Cergy et Versailles, qui privilégient l'aérospatial
 - Les habitants de toutes les zones d'emploi expriment un fort intérêt pour une opportunité professionnelle dans l'industrie, et en particulier Cergy, Roissy et Versailles.
- Ce focus sur des zones d'emploi spécifiques permet d'explorer les disparités de perception à une granularité plus fine, ces disparités trouvent souvent leurs sources dans une histoire industrielle particulière, marquée par les ouvertures et fermetures de sites industriels à travers le temps, ainsi que dans le rôle plus ou moins grand qu'auront pris les entreprises industrielles dans la vie du territoire à travers le temps.

Région & Zones d'emploi	Île-de-France	Paris	Cergy	Roissy	Marne-la-Vallée	Evry	Versailles
La France est-elle dans une phase de réindustrialisation ? <i>Part de « Oui »</i>	42 %	-- (34 %)	-- (34 %)	= (43 %)	-- (34 %)	= (42 %)	= (38 %)
L'endroit où vous êtes implanté, diriez-vous que c'est un « grand territoire industriel » ? <i>Part de « Oui » regroupée*</i>	47 %	-- (22 %)	= (46 %)	= (43 %)	-- (30 %)	= (46 %)	-- (30 %)
Parmi les types d'industries suivants, lesquels accepteriez-vous le plus dans votre ville/commune ? <i>Top 3</i>	  	  	  	  	  	  	  
Supposons que vous êtes à la recherche d'une opportunité professionnelle. Accepteriez-vous personnellement un nouvel emploi dans l'industrie ? <i>Part de « Oui »</i>	67 %	= (68 %)	+ (72 %)	+ (72 %)	= (67 %)	- (61 %)	+ (73 %)

Source : Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français, dont 916 en Ile-de-France.
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 4 400 Français dans 49 zones d'emploi sélectionnées.

*Part de répondants ayant répondu « L'industrie de mon territoire s'est affaiblie en général mais reste solide dans certains secteurs clés d'activité » et « L'industrie continue de jouer un rôle majeur dans le territoire où je vis et a su s'adapter aux problématiques de son temps. »

LEGENDE		Pharmacie/santé		Electricité/électronique
		Textile/mode		Agroalimentaire
		Aérospatial		Métallurgie/sidérurgie

Ecart à la moyenne régionale	
Négatif	Positif
=	=
-	+
--	++



4

LA RÉGION ET LA RÉINDUSTRIALISATION

STRATÉGIES DES INDUSTRIELS DU
TERRITOIRE

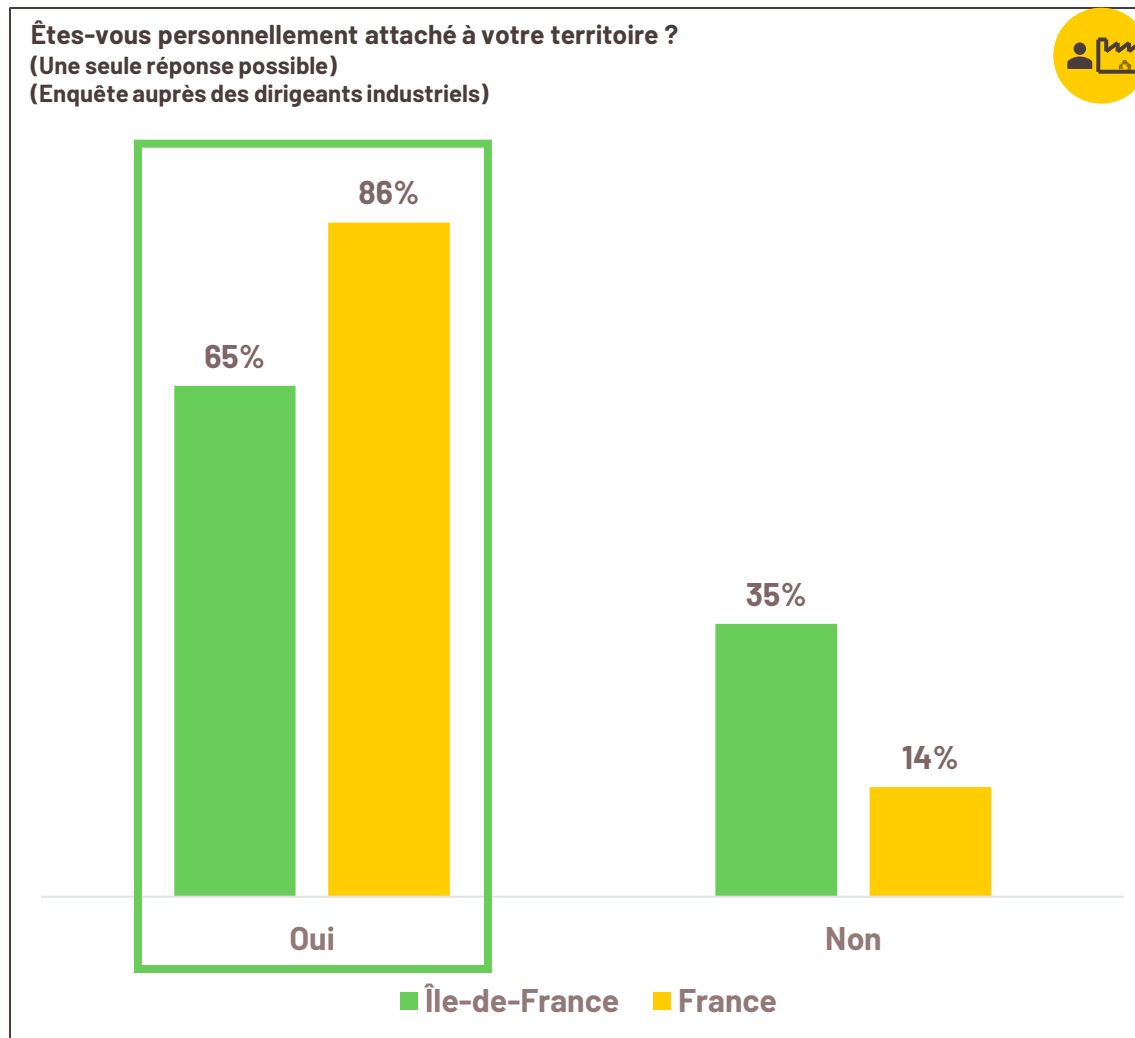
LES INDUSTRIELS FRANCILIENS MOINS ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE QUE LA MOYENNE NATIONALE

DANS LA RÉGION, 65 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE : UN CHIFFRE POSITIF, MAIS EN DÉCALAGE AVEC LA MOYENNE NATIONALE

- 65 % des industriels d'Île de France, soit une grande majorité, se disent attachés à leur territoire. Ce chiffre est très positif, mais reste bien inférieur à la moyenne nationale qui se situe à 86 %. Cette différence peut s'expliquer par le fait que la région Île-de-France est un territoire de migrations, beaucoup y résident ou s'y implantent moins par attachement que pour être proche du centre économique de la France.
- L'attachement constaté trouve en partie sa source dans l'histoire personnelle des dirigeants avec le territoire. En effet, parmi les dirigeants d'Île-de-France dans notre échantillon qui se disent attachés à leur territoire, 35 % y ont grandi (à l'inverse, seuls 15 % des dirigeants d'Île-de-France qui disent ne pas être attachés à leur territoire y ont grandi).
- Les industriels sont également attachés à leur territoire car ils emploient les talents qui y résident. Ils sont ainsi très conscients du fait que tout déménagement impliquerait une perte de compétences.
- Les industriels d'Île-de-France révèlent notamment leur attachement au territoire en privilégiant, dans leurs projets de développement, une implantation à proximité de leur usine à un déménagement ailleurs en France (cf slide 44).

EN FRANCE, 86 % DES INDUSTRIELS SONT ATTACHÉS À LEUR TERRITOIRE

Du fait de leur trajectoire personnelle, les dirigeants sont affectivement liés au territoire où se situe leur site de production. Cet attachement procède d'une histoire au sein du territoire, soit qu'ils y ont grandi (48 % des dirigeants attachés), soit qu'ils y ont fait leurs études ou y ont travaillé (20 %).



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

DES INDUSTRIELS PORTÉS VERS LA CROISSANCE

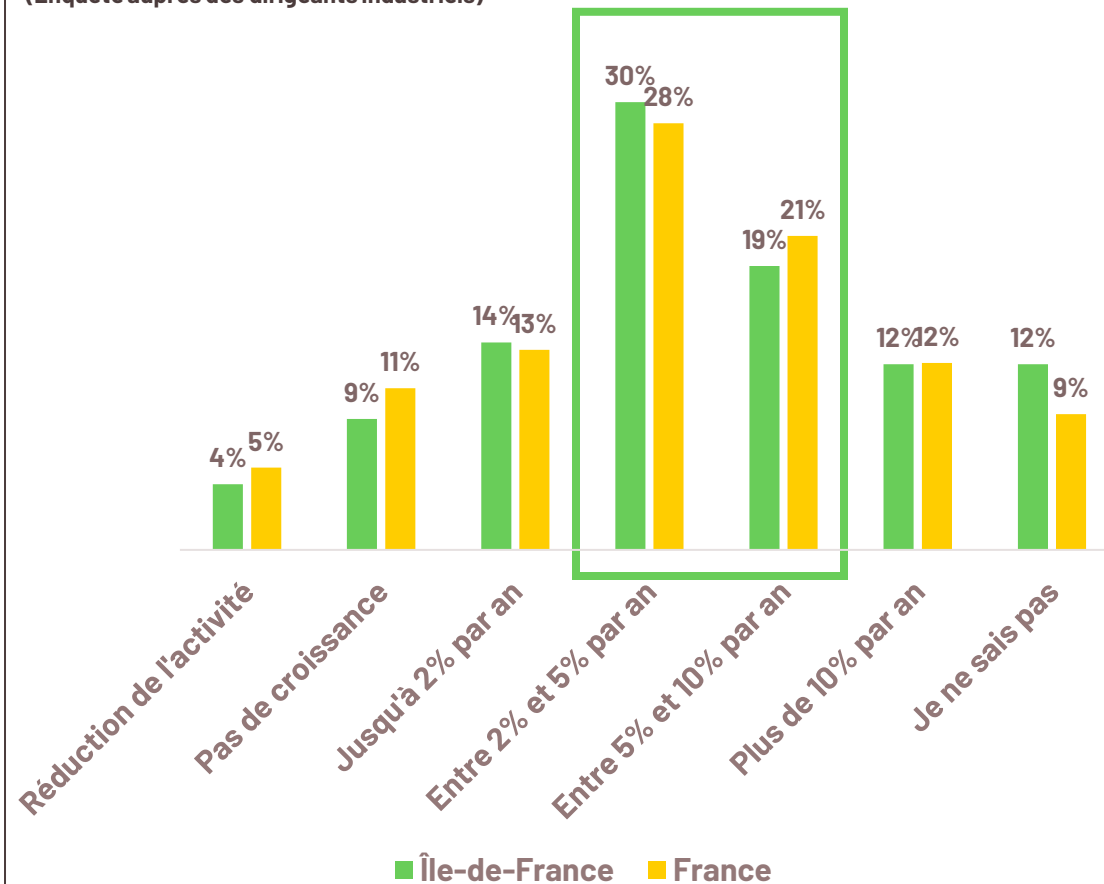
DANS LA RÉGION, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT UNE CROISSANCE DE LEUR ACTIVITÉ

- 75 % des dirigeants d'Île-de-France prévoient une croissance de leur chiffre d'affaires dans les trois ans à venir. Ce chiffre est égal à la moyenne nationale qui se situe aussi à 75 %.
- En Île-de-France, parmi les industriels sondés exprimant des prévisions de croissance pour leur activité, 56 % traduisent leur stratégie de croissance en un projet de nouvelle implantation, ce chiffre étant de 63 % au niveau de la France.
- Entre les mois de mars et octobre 2024, soit la période qui a suivi l'enquête auprès de notre échantillon d'industriels (interrogé du 15 janvier au 22 mars 2024), plusieurs entreprises ont investi dans des projets industriels : GE Healthcare (medtech) a investi un million d'euros sur son site de Buc pour une ligne d'assemblage supplémentaire et 10 créations d'emploi, Prova (agroalimentaire) a investi 10 millions d'euros pour son nouveau site à Montreuil avec 110 salariés, Dassault Systèmes a inauguré une mini-usine de conception 3D, Nexans (câbles médicaux) a investi 4,5 millions d'euros pour inaugurer un site de production à Draveil ... tant d'exemples qui illustrent les ambitions de croissance du tissu industriel dans la région.

EN FRANCE, 75 % DES INDUSTRIELS PRÉVOIENT DE FAIRE CROÎTRE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES

L'étude nationale a mis en avant des dirigeants industriels optimistes dans leurs ambitions de croissances. Les PME (hors TPE), les ETI et GE prévoient de croître d'au moins 4 % par an sur les 3 prochaines années. Les start-up industrielles communiquent des perspectives de croissance plus fortes à 10 % par an au moins,

Quelle est la croissance annuelle moyenne prévue de votre chiffre d'affaires dans les 3 prochaines années ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

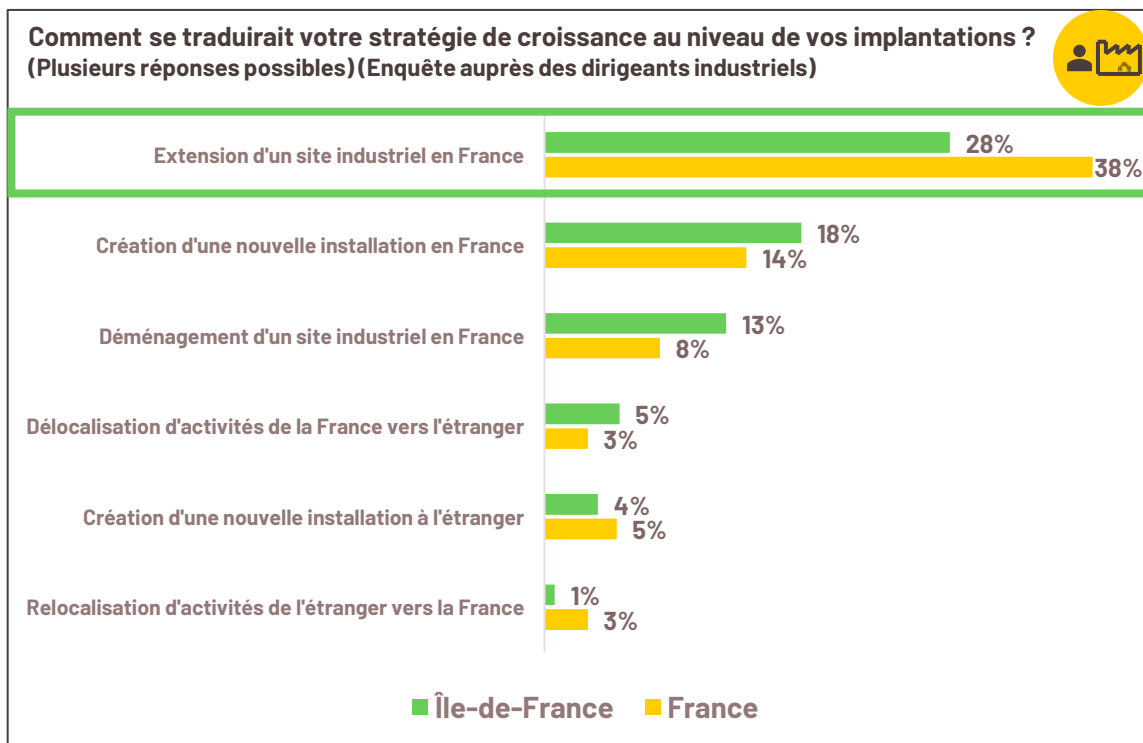
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

PARMI DIFFÉRENTES MODALITÉS D'IMPLANTATION, LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT L'EXTENSION DE SITE EXISTANT

LES DIRIGEANTS CHOISIRAIENT D'ÉTENDRE LEURS SITES INDUSTRIELS EXISTANTS

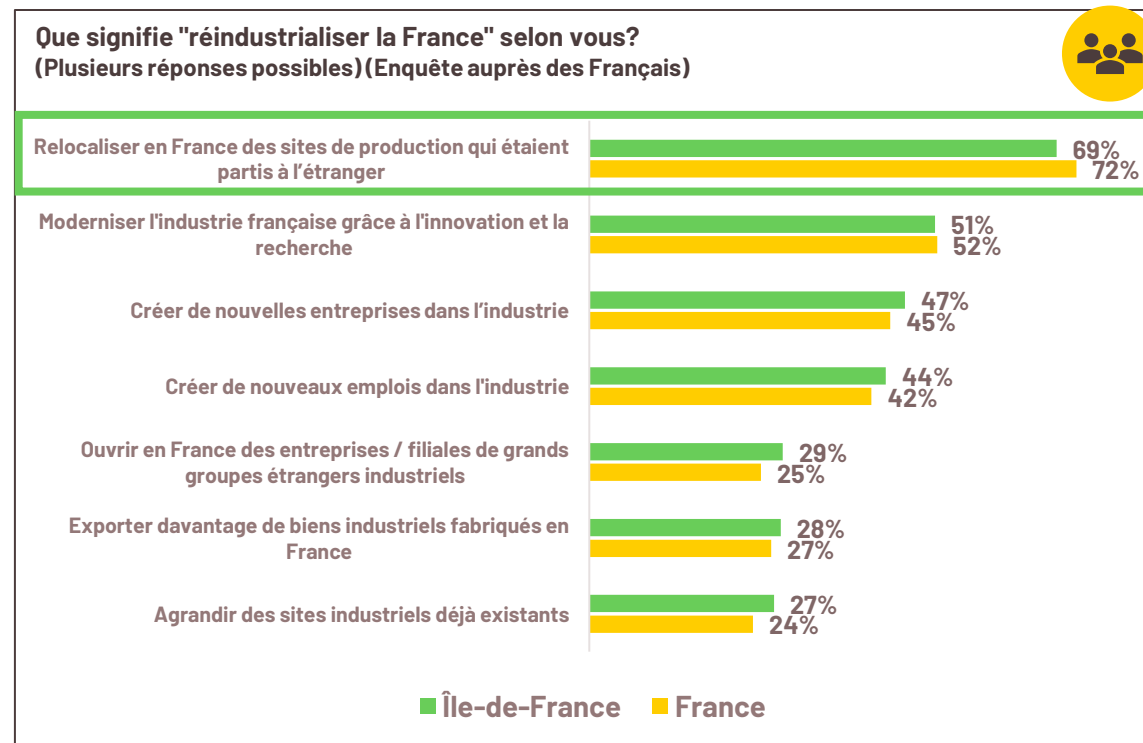
- Lorsqu'ils ont un projet d'implantation, les dirigeants de la région Île-de-France, comme ceux de l'échantillon France, privilégient les extensions de sites industriels existants (respectivement à 28 % et 38 %).
- Ce choix est néanmoins moins dominant que dans le reste de la France, les dirigeants d'Île-de-France, sont plus enclins à choisir la création ou le déménagement d'un site en France que la moyenne nationale.



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

... ALORS QUE LES FRANÇAIS ASSOCIENT PLUTÔT RÉINDUSTRIALISATION À RELOCALISATIONS

- 72 % des Français pensent que réindustrialiser signifie relocaliser et seul un quart cite l'agrandissement de sites existants. Ces réponses révèlent un décalage entre les représentations des citoyens sur l'industrie et les réalités vécues par les industriels.



Source :
Enquête Bpifrance Le Lab - Potloc auprès de 5 000 Français
Les Français d'Ile de France représentent 916 personnes

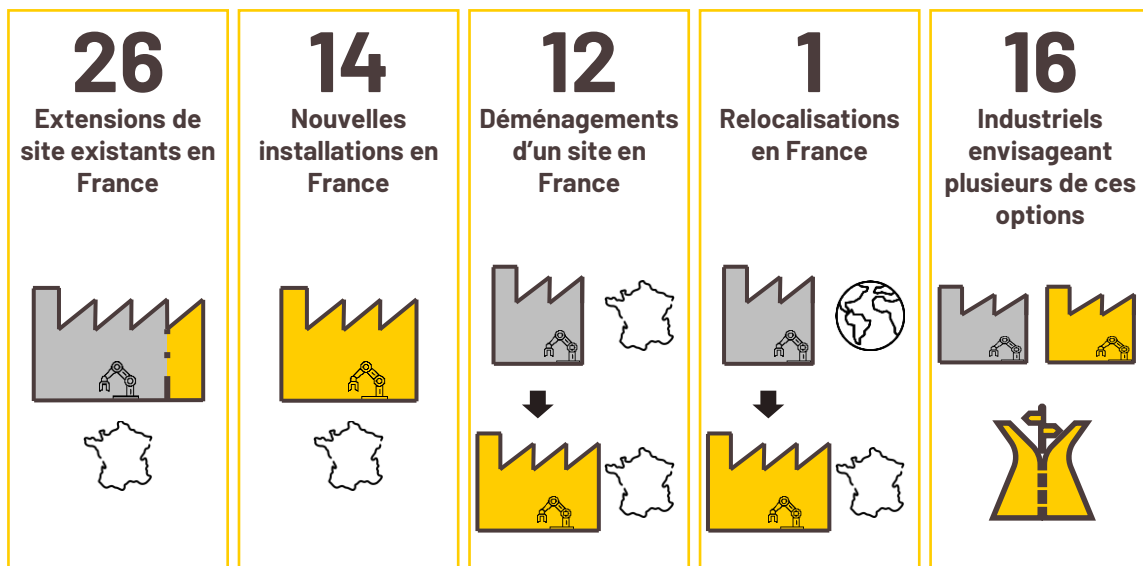
LE PROFIL DES INDUSTRIELS D'ÎLE-DE-FRANCE PORTANT UN PROJET D'IMPLANTATION EN FRANCE

AU NIVEAU NATIONAL

Au niveau national, 1493 industriels sondés par notre enquête nous ont fait part d'un projet d'implantation pour développer leur activité en France. Il s'agit de projets d'extensions de sites existants, de créations de nouvelles installations en France, de déménagements et de relocalisation de sites en France.

LES PROJETS D'IMPLANTATION DES DIRIGEANTS DU ÎLE-DE-FRANCE S'INCARNENT PRINCIPALEMENT DANS DES EXTENSIONS DE SITE

En Île-de-France, 69 industriels (sur les 142 sondés) ont exprimé avoir le projet d'une nouvelle implantation en France :



Caractéristiques de ces 69 industriels porteurs de projets d'implantation en France et de leurs entreprises

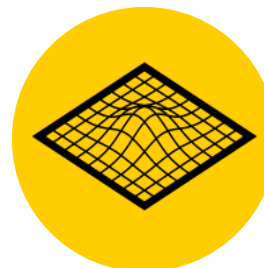


Les 3 filières les plus représentées sont:

- Agroalimentaire
- Chimie et matériaux
- Construction



Le nombre moyen de salariés de l'entreprise est de 133



35 dirigeants sur 69 expriment un besoin foncier inférieur à 2Ha pour leur projet d'implantation

Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels de l'Île-de-France représentent 142 personnes

64 % DES DIRIGEANTS INDUSTRIELS DE LA RÉGION ONT BESOIN DE MOINS DE 2 HA POUR LEURS IMPLANTATIONS

EN FRANCE, 7 INDUSTRIELS SUR 10 RECHERCHENT MOINS DE 2 HECTARES POUR LEUR PROCHAINE IMPLANTATION INDUSTRIELLE

Alors que les territoires identifient la faible disponibilité de foncier économique comme étant le premier frein à l'implantation d'entreprises, les dirigeants semblent en majorité rechercher du petit foncier pour leur développement industriel.

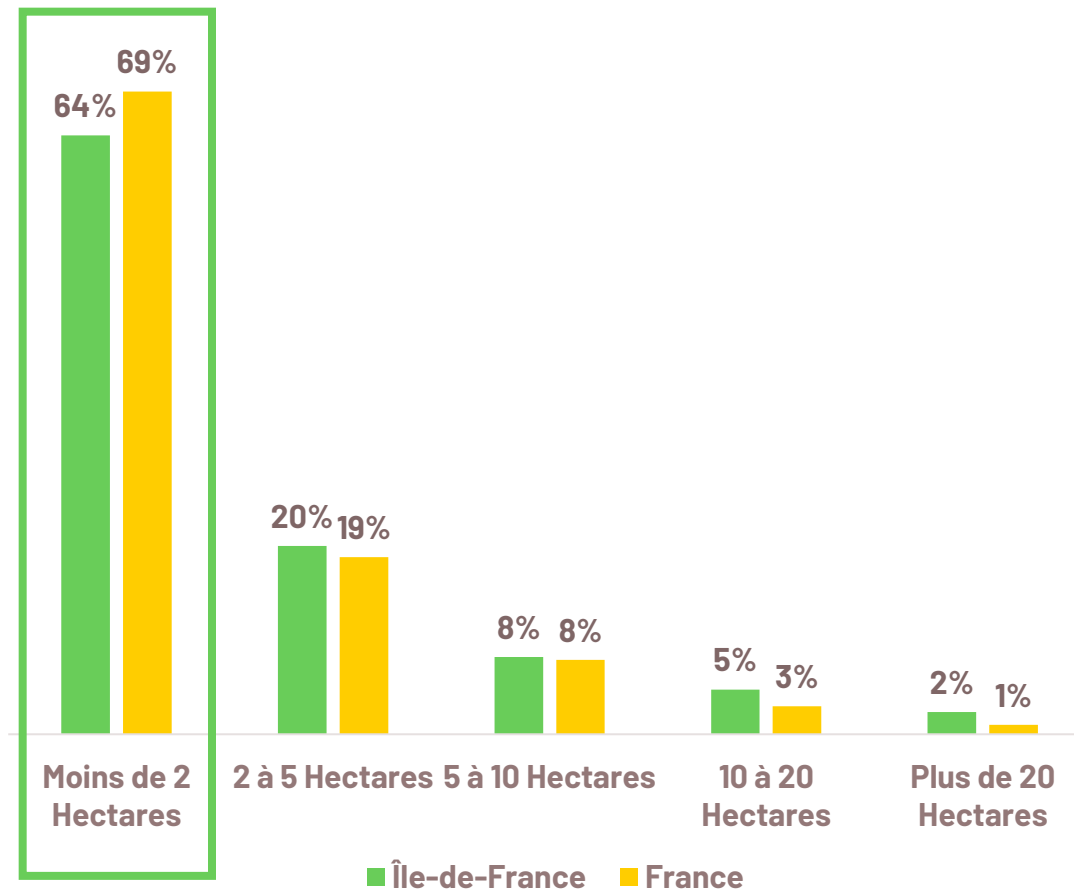
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS ONT MAJORITAIREMENT BESOIN DE PETIT FONCIER POUR RÉALISER LEURS IMPLANTATIONS

- Les dirigeants d'Île-de-France sont 64 % à déclarer avoir besoin de moins de 2 Hectares* pour un futur projet d'implantation.
- Les dirigeants d'Île-de-France ont des besoins similaires à ceux du reste des dirigeants français. 20 % d'entre eux déclarent avoir besoin de 2 à 5 Ha (vs 19 %). Ils sont plus nombreux que le reste des dirigeants français à demander du grand foncier seuls 15 % déclarent en effet avoir besoin de plus de 5 Ha (vs 12 %).
- Organiser la rencontre de l'offre et de la demande en matière de foncier est clé pour favoriser la réindustrialisation des territoires, notamment dans un contexte où on veut limiter l'artificialisation des sols.
 - L'Île-de-France bénéficie de trois sites clé en main, prêts à l'emploi, avec des délais d'instruction réduits, et des infrastructures préétablies telles que le raccordement électrique.
 - Elle bénéficie également de 50 sites de foncier économique**, même si plus nombreux que les sites clé en main, ceux-ci sont parfois des friches industrielles qui nécessitent de gros chantiers d'assainissement et de dépollution. Certains exigent d'importants travaux de réhabilitation et de dépollution avant toute réaffectation, ce qui en retarde l'exploitabilité.

* Une surface de 2 Ha représente un peu moins de 3 terrains de football ou 76 courts de tennis, pour 5 Ha c'est un peu plus de 7 terrains de football ou 191 courts de tennis

** Les sources de ces données sont indiquées en slide 24.

Quel est le besoin en foncier pour cette nouvelle implantation ?
(Une seule réponse possible)
(Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :

Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles

Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

LES PÉNURIES DE COMPÉTENCE ET DE FONCIER AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DES DIRIGEANTS D'ÎLE-DE-FRANCE

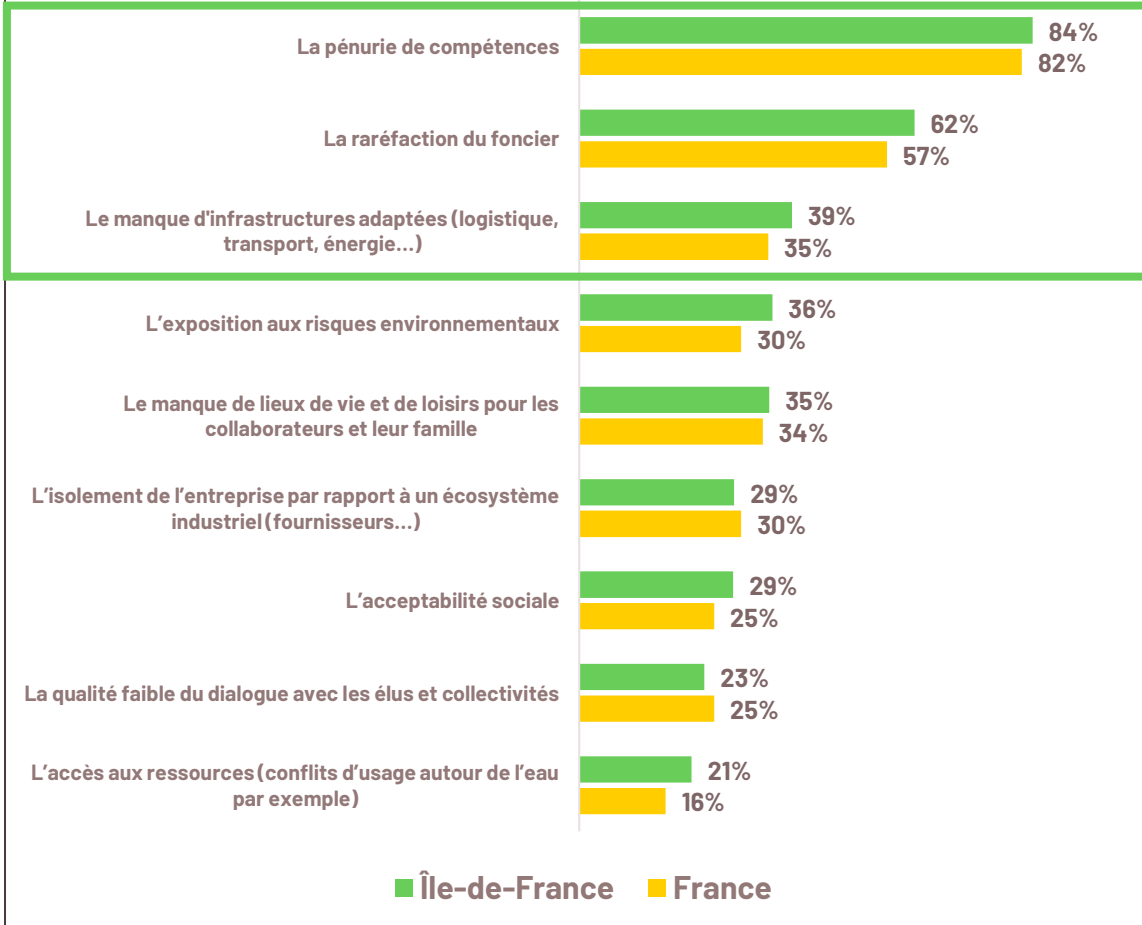
DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS IDENTIFIENT LES COMPÉTENCES COMME PREMIER FREIN À LA CROISSANCE

- La pénurie de compétences et la raréfaction du foncier demeurent les deux principales préoccupations des industriels en France et en Île-de-France.
- Les industriels d'Île-de-France citent la pénurie de foncier comme deuxième frein aux projets industriels alors même que la région est particulièrement dotée en foncier et qu'une majorité d'entre eux déclarent vouloir s'implanter localement, il est nécessaire d'interroger les raisons de cette perception du manque de foncier par les industriels, et l'adéquation entre les besoins des industriels et les caractéristiques spécifiques de l'offre de foncier.
- Le manque d'infrastructures adaptées (logistique, transport, énergie...) est la troisième préoccupation pour les dirigeants industriels de la région.

EN FRANCE, LA PÉNURIE DE COMPÉTENCES EST LE PREMIER FREIN AUX PROJETS INDUSTRIELS

Trouver de la place pour y installer une nouvelle ligne de production est plus facile que de trouver de la main d'œuvre pour l'opérer : la pénurie de compétences est le principal frein au niveau local, devant la raréfaction du foncier. Lorsque l'on prend en compte le fait que ces projets prennent en premier lieu la forme d'extensions de sites déjà implantés, recruter reste le défi majeur des industriels.

Quels freins locaux identifiez-vous à vos projets industriels ? (Plusieurs réponses possibles) (Enquête auprès des dirigeants industriels)



Source :
Entreprises : enquête Bpifrance Le Lab auprès de 2 828 dirigeants d'entreprises industrielles
Les industriels en Ile de France représentent 142 personnes

5

LA REINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION

LA PAROLE AU CONSEIL RÉGIONAL

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : ALEXANDRA DUBLANCHE, NOTRE GRAND TÉMOIN

« Nous avons fait de la réindustrialisation décarbonée une priorité économique pour la région Île-de-France afin de garantir notre souveraineté et de créer des emplois. Cette étude a le mérite d'objectiver un certain nombre de constats et d'enjeux qui nous sont familiers. Elle souligne notamment l'importance d'aider les industriels à accéder au foncier, ce à quoi la Région s'attache en recensant les fonciers disponibles et en apportant des solutions de financement très agiles. Ce travail confirme aussi qu'un enjeu essentiel pour l'Île-de-France est de favoriser l'industrialisation et la croissance des entreprises jeunes et innovantes sur notre territoire. Ces données seront ainsi directement mises au service de nos politiques publiques. »



Alexandra Dublanche

Vice-présidente chargée de la Relance, de l'Attractivité, du
Développement économique et de l'Innovation
Conseil Régional Île-de-France

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : ALEXANDRA DUBLANCHE, NOTRE GRAND TÉMOIN

COMMENT LA RÉGION ÎLE DE FRANCE LIT-ELLE LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE ?

Bpifrance Le Lab : Quel est le retour de la région sur l'étude ?

Alexandra Dublanche : La Région Île-de-France remercie vivement le LAB de la BPI pour cette étude riche en enseignements, qui correspond à nos attentes et reflète nos analyses. En effet, l'Île-de-France demeure économiquement puissante, bien que confrontée à une désindustrialisation croissante et une baisse significative de la création d'emplois industriels ces dernières années. Néanmoins, notre Région continue d'attirer des talents, notamment dans la recherche, et la majorité des startups innovantes se trouvent en Île-de-France. Nous devons cependant reconnaître que la rareté de certaines compétences constitue un frein au développement de l'industrie.

Nous sommes également agréablement surpris par la proportion d'industriels ayant des projets d'implantation en France dans les prochaines années. **À ces industriels, nous tenons à dire que la Région sera à leurs côtés pour les accompagner dans la concrétisation de leurs projets.** L'industrie est à nouveau perçue positivement, et cela se reflète notamment sur le marché du travail. En effet, une large part des Franciliens est prête à s'investir dans ce secteur.

Nous sommes donc optimistes pour l'avenir de l'industrie en Île-de-France et déterminés à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour renforcer notre position de leader.

Bpifrance Le Lab : Y a-t-il des éléments autant dans le travail de cartographie que dans les résultats des enquêtes auprès des citoyens et industriels qui vous surprennent ?

Alexandra Dublanche : Un point mérite cependant une attention particulière, c'est le potentiel de capital physique et l'accessibilité au foncier industriel. L'étude mentionne en effet que la « Région se distingue particulièrement par de larges zones de foncier prêt à l'emploi », ce qui, à première vue, nous a semblé paradoxal. Bien que du foncier soit disponible, il est en Île-de-France soumis à une forte concurrence entre les projets industriels et immobiliers. Cela dit, cette analyse reconnaît les efforts que nous avons menés depuis 2017 pour répondre à ce défi. Nous avons notamment identifié du foncier industriel via notre plateforme SMART Implantation, créé une SEM immobilier qui a financé une dizaine de projets, et collaboré avec de multiples partenaires pour développer des sites clés en main pour les industriels. Grâce à ces initiatives, nous sommes aujourd'hui mieux armés pour répondre aux besoins d'implantation industrielle en Île-de-France.

LA STRATÉGIE DE RÉINDUSTRIALISATION DE LA RÉGION

Bpifrance Le Lab : Quel est le visage à horizon 2035 que vous souhaitez donner à l'industrie dans la région ?

Alexandra Dublanche : Face au déclin industriel dans notre pays, l'Île-de-France doit montrer la voie du sursaut et faire entrer la France dans l'ère de l'industrie décarbonée et innovante. C'est pourquoi, **la Région a souhaité investir 400 M€ pour l'industrie l'année dernière avec un plan sur 5 ans**, grâce à de nouvelles aides financières en subvention, en fonds propres et en prêts qui offrent désormais une boîte à outils complète pour intervenir dans toutes les étapes de la vie des entreprises et assurer une transition juste et prospère. En plus de son soutien financier, la Région s'engage également sur la question de la sécurisation et de l'accessibilité du foncier. Enfin, l'accent est mis sur la formation avec la mise en place d'une prime de 2 000 euros à tous les demandeurs d'emplois qui acceptent de se former aux métiers de l'industrie et notre souhait de doubler le nombre d'écoles de production.

Les objectifs de notre stratégie Impact 2028 correspondent d'ores et déjà à une vision long terme de l'industrie en 2035 : faire de l'Île-de-France, une région résiliente, innovante et souveraine, capable d'attirer et de rayonner mondialement, tout en contribuant à la résolution des grands défis de notre temps. A ce titre, plusieurs domaines stratégiques ont été identifiés et des dispositifs leur sont consacrés : l'intelligence artificielle, la quantique, la santé, l'aérospatiale, les cleantechs et les mobilités...

Bpifrance Le Lab : La recherche de compétences est un enjeu clef pour les dirigeants. Dans votre région, quelles mesures spécifiques sont prises pour attirer et retenir les talents dans vos secteurs industriels clés ?

Alexandra Dublanche : Première région économique d'Europe, l'Île-de-France est naturellement attractive pour les entreprises et les talents. Avec plus de 800 000 étudiants et la présence d'universités et d'écoles d'ingénieur de rang mondial, notre région dispose d'atouts incomparables. L'accès à des compétences formées dans des métiers industriels diversifiés est appréciée des recruteurs et nous mettons tout en œuvre pour retenir ces talents avec des investissements massifs pour améliorer le cadre de vie et l'offre de transports, qui sera doublée d'ici à 2030.

LA RÉINDUSTRIALISATION SOUS LES YEUX DE LA RÉGION : ALEXANDRA DUBLANCHE, NOTRE GRAND TÉMOIN

Bpifrance Le Lab : Quelles sont les initiatives de la région sur l'attractivité pour les investisseurs et les entreprises, notamment étrangers ?

Alexandra Dublanche : La Région est la championne en investissements internationaux, la positionnant comme la première place financière d'Europe et renforçant sa compétitivité dans des secteurs clés. **Elle a par ailleurs retrouvé sa place de leader pour l'attractivité et l'innovation de ses centres de R&D.** A titre d'illustration 40% des investissements en R&D en France financent une activité de recherche francilienne. **Nous en sommes fiers mais nous ne comptons pas en rester là.** L'enjeu est donc de permettre de nouvelles implantations comme des centres de décisions et de recherche, des projets d'infrastructures structurants (incubateurs, centres de formation, écoles...), ainsi que des grands projets industriels (production d'hydrogène, fabrication de batteries...). La Région est **appuyée par son agence de l'attractivité Choose Paris Région**, qui accompagne les entreprises et investisseurs nationaux et étrangers à s'établir en Île-de-France.

Bpifrance Le Lab : Quel soutien particulier est apporté aux PME, ETI et start-up industrielles ?

Alexandra Dublanche : Nous déployons toute une gamme d'outils au service des entreprises industrielles. Pour les startups innovantes que nous souhaitons ancrer sur notre territoire, le **fonds Île-de-France Réindustrialisation**, permet de financer des levées de fonds de startups industrielles dans la transition écologique jusqu'à 3 M€. Notre appel à projets **Jeunes pousses industrielles permet de financer en subvention jusqu'à 1,2 M€ les premières implantations industrielles** de jeunes pépites franciliennes dans le domaine du BTP, de l'énergie renouvelable ou de l'économie circulaire, en sont des exemples. Pour aider les PME-ETI industrielles à consolider leur modèle économique et à faire leur transition verte, nous proposons aussi un **accompagnement Compétitivité et décarbonation de l'industrie**, financé par la Région et opéré par le Cetim et la CCI Paris Île-de-France.

Bpifrance Le Lab : La question du foncier représente-t-elle un enjeu particulièrement saillant pour la stratégie industrielle de la région ? Quels sont les principaux enjeux et les solutions déployées pour y faire face ?

Alexandra Dublanche : L'enquête montre bien que la rareté du foncier est un défi singulier pour les entreprises industrielles. Le premier enjeu en matière de foncier est d'avoir une information de qualité et actualisée. La Région et la SEM Île-de-France Investissement et territoire ont identifié et qualifié sur le territoire 1 500 ha de terrains pouvant accueillir une activité industrielle. Ces données sont mises à disposition des entreprises sur le portail Smart Implantation et actualisées grâce à l'institut Paris Région. Un second enjeu est d'accompagner les entreprises dans la recherche et le financement de leurs projets : une équipe dédiée est mise à disposition des entreprises par la Région pour les orienter tandis que sur le financement, la SEM régionale est en capacité d'apporter des solutions sur-mesure en portant le foncier et en mobilisant d'autres investisseurs le cas échéant. J'ajoute que le schéma d'aménagement régional récemment adopté (SDRIF-E) reflète l'ambition forte de la Région sur les enjeux fonciers, avec notamment la sanctuarisation de 14 500 ha de sites d'activités productives d'intérêt régional et une enveloppe de près de 800 ha d'extensions exceptionnelles dédiées à l'industrie.

CONTACTS



bpifrance-lelab@bpifrance.fr



www.lelab.bpifrance.fr



www.x.com/BpifranceLeLab

Elise TISSIER,

Directrice, **Bpifrance Le Lab**

elise.tissier@bpifrance.fr

Bao-Tran NGUYEN,

Responsable du pôle études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

doan.nguyen@bpifrance.fr

Tatiana LLUENT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

tatiana.lluent@bpifrance.fr

Matéo SZMIDT,

Responsable d'études stratégiques, **Bpifrance Le Lab**

joseph.szmidt@bpifrance.fr

SERVIR L'AVENIR

bpifrance